

---

# EDOUARD DE LAMAZE - ANNONCES E. MACRON

---

samedi 16 septembre 2023

# SOMMAIRE DU 16/09/2023

---

## EDOUARD DE LAMAZE - ANNONCES E. MACRON

(30 articles)

---

 Jhm quotidienn

samedi 16  
septembre 2023

### Macron lance une collecte pour le patrimoine religieux (542 mots)

Politique. Une quête avant l'office : Emmanuel Macron a annoncé vendredi une souscription pour restaurer des milliers d'édifices religieux en péril...

Page 7

 Le Courrier de l'ouest

samedi 16  
septembre 2023

### La quête de l'État pour les églises (403 mots)

Emmanuel Macron a annoncé une souscription pour rénover des milliers d'églises. Emmanuel Macron a annoncé hier une souscription pour restaurer des...

Page 8

 Le Télégramme

samedi 16  
septembre 2023

### En péril le patrimoine religieux en voie de résurrection (761 mots)

Jacques ChanteauEn ce week-end des Journées du patrimoine, bon nombre d'édifices religieux restent fermés car ils se délabrent et la restauration est...

Page 9

 Jhm

vendredi 15  
septembre 2023

### Macron lance une collecte pour le patrimoine religieux et se dit "à sa place" à la messe du pape (956 mots)

Politique. Une quête avant l'office : Emmanuel Macron a annoncé vendredi une souscription pour restaurer des milliers d'édifices religieux en péril...

Page 11

 Le Point.fr

vendredi 15  
septembre 2023

### Patrimoine religieux : Macron lance une collecte en marge de la visite du pape (647 mots)

Emmanuel Macron compte mobiliser « 200 millions d'euros sur quatre ans » afin de restaurer des milliers d'édifices religieux via cette souscription...

Page 14

 AFP  
Fil Général

vendredi 15  
septembre 2023

### Macron lance une collecte pour le patrimoine religieux et se dit à sa place à la messe du pape (774 mots)

Paris, 15 sept 2023 (AFP) - Une quête avant l'office: Emmanuel Macron a annoncé vendredi une souscription pour restaurer des milliers d'édifices...

Page 16

 clicanoo

vendredi 15  
septembre 2023

### Macron lance une collecte pour le patrimoine religieux et se dit à sa place à la messe du pape (796 mots)

Une quête avant l'office: Emmanuel Macron a annoncé vendredi une souscription pour restaurer des milliers d'édifices religieux en péril et défendu sa...

Page 19

**Le Télégramme**

vendredi 15  
septembre 2023

## « La Bretagne est la région de France qui entretient le mieux son patrimoine religieux »

(735 mots)

Alors que le président Macron a lancé, ce vendredi, une collecte pour restaurer des édifices en péril, Édouard de Lamaze, président de l'Observatoire...

Page 22

**Le Télégramme**

vendredi 15  
septembre 2023

## En péril, le patrimoine religieux en voie de résurrection

(845 mots)

En ce week-end des Journées du patrimoine, bon nombre d'édifices religieux demeurent fermés car ils se délabrent et les travaux de restauration sont...

Page 25

**Le Point.fr**

vendredi 15  
septembre 2023

## Macron lance une collecte pour le patrimoine religieux et se dit à sa place à la messe du pape

(808 mots)

U ne quête avant l'office: Emmanuel Macron a annoncé vendredi une souscription pour restaurer des milliers d'édifices religieux en péril et défendu...

Page 28

**Notre temps.com**

vendredi 15  
septembre 2023

## Macron lance une collecte pour le patrimoine religieux et se dit à sa place à la messe du pape

(804 mots)

Une quête avant l'office: Emmanuel Macron a annoncé vendredi une souscription pour restaurer des milliers d'édifices religieux en péril et défendu sa...

Page 31

**La République des Pyrénées**

vendredi 15  
septembre 2023

## Macron lance une collecte pour le patrimoine religieux et se dit à sa place à la messe du pape

(811 mots)

Une quête avant l'office: Emmanuel Macron a annoncé vendredi une souscription pour restaurer des milliers d'édifices religieux en péril et défendu sa...

Page 34

**l'express**

vendredi 15  
septembre 2023

## Macron lance une collecte pour le patrimoine religieux et se dit à sa place à la messe du pape

(830 mots)

Paris - Une quête avant l'office: Emmanuel Macron a annoncé vendredi une souscription pour restaurer des milliers d'édifices religieux en péril et...

Page 37

**FRANCE-ANTILLES**

vendredi 15  
septembre 2023

## Macron lance une collecte pour le patrimoine religieux et se dit à sa place à la messe du pape

(849 mots)

Une quête avant l'office: Emmanuel Macron a annoncé vendredi une souscription pour restaurer des milliers d'édifices religieux en péril et défendu sa...

Page 41

**FRANCE-GUYANE**

vendredi 15  
septembre 2023

## Macron lance une collecte pour le patrimoine religieux et se dit à sa place à la messe du pape

(849 mots)

Une quête avant l'office: Emmanuel Macron a annoncé vendredi une souscription pour restaurer des milliers d'édifices religieux en péril et défendu sa...

Page 44

**lintern@ute**

vendredi 15  
septembre 2023

## Macron lance une collecte pour le patrimoine religieux et se dit à sa place à la messe du pape

(774 mots)

Une quête avant l'office: Emmanuel Macron a annoncé vendredi une souscription pour restaurer des milliers d'édifices religieux en péril et défendu sa...

Page 47

**DH.be**

vendredi 15  
septembre 2023

## Macron lance une collecte pour le patrimoine religieux et se dit à sa place à la messe du pape

(680 mots)

Une quête avant l'office: Emmanuel Macron a annoncé vendredi une souscription pour restaurer des milliers d'édifices religieux en péril et défendu sa...

Page 50

**La Libre.be**

vendredi 15  
septembre 2023

## Macron lance une collecte pour le patrimoine religieux et se dit à sa place à la messe du pape

(730 mots)

Une quête avant l'office: Emmanuel Macron a annoncé vendredi une souscription pour restaurer des milliers d'édifices religieux en péril et défendu sa...

Page 52

**SUD  
RADIO**

vendredi 15  
septembre 2023

## Macron lance une collecte pour le patrimoine religieux et se dit à sa place à la messe du pape

(869 mots)

Une quête avant l'office: Emmanuel Macron a annoncé vendredi une souscription pour restaurer des milliers d'édifices religieux en péril et défendu sa...

Page 55

**Le Point.fr**

vendredi 15  
septembre 2023

## Macron lance une collecte pour le patrimoine religieux et se dit à sa place à la messe du pape

(808 mots)

U ne quête avant l'office: Emmanuel Macron a annoncé vendredi une souscription pour restaurer des milliers d'édifices religieux en péril et défendu...

Page 58

**FRANCE  
24** L'ACTUALITÉ  
INTERNATIONALE  
24H/24

vendredi 15  
septembre 2023

## Macron lance une collecte pour le patrimoine religieux et se dit à sa place à la messe du pape

(787 mots)

Paris (AFP) - Une quête avant l'office: Emmanuel Macron a annoncé vendredi une souscription pour restaurer des milliers d'édifices religieux en péril...

Page 61

**corsematin.com**

vendredi 15  
septembre 2023

**France/Monde** (796 mots)

Macron lance une collecte pour le patrimoine religieux et se dit à sa place à la messe du pape AFP PHOTO AFP / Ludovic MARIN PHOTO AFP / Ludovic...

Page 64

**La Provence**

vendredi 15  
septembre 2023

## Macron lance une collecte pour le patrimoine religieux et se dit à sa place à la messe du pape

(1070 mots)

Une quête avant l'office: Emmanuel Macron a annoncé vendredi une souscription pour restaurer des milliers d'édifices religieux en péril et défendu sa...

Page 67



vendredi 15  
septembre 2023

## Macron lance une collecte pour le patrimoine religieux et se dit à sa place à la messe du pape

(719 mots)

Paris, 15 sept 2023 (AFP) - Une quête avant l'office: Emmanuel Macron a annoncé vendredi une souscription pour restaurer des milliers d'édifices...

Page 71

**Directs.fr**

vendredi 15  
septembre 2023

## Peut-on Vendre les Édifices Religieux Menacés dans nos Villages? (432 mots)

Emmanuel Macron a initié une vaste collecte de fonds à l'échelle nationale dans le but de financer la restauration des petites églises en ruine....

Page 73



vendredi 15  
septembre 2023

## Églises en péril : les édifices religieux de nos villages peuvent-ils être vendus ? (824 mots)

Emmanuel Macron a lancé une grande campagne de collecte nationale pour récupérer des fonds afin d'aider à financer les réparations des petites...

Page 75

**Directs.fr**

vendredi 15  
septembre 2023

## Qui détient la propriété des églises en péril à sauver? (431 mots)

Emmanuel Macron se mobilise pour sauver le patrimoine religieux en danger, notamment les églises. On pourrait se demander pourquoi il incombe à...

Page 78



vendredi 15  
septembre 2023

## Sauver les églises en péril : mais à qui appartiennent-elles au juste ? (700 mots)

Emmanuel Macron vient à la rescousse du patrimoine religieux en péril, qu'il souhaite aider, notamment les églises. Mais pourquoi est-ce à l'Etat...

Page 80

**Courrier picard**

vendredi 15  
septembre 2023

## Macron lance une collecte pour le patrimoine religieux et se dit à sa place à la messe du pape

(730 mots)

Une quête avant l'office: Emmanuel Macron a annoncé vendredi une souscription pour restaurer des milliers d'édifices religieux en péril et défendu sa...

Page 83

**Le Point.fr**

vendredi 15  
septembre 2023

## Patrimoine religieux : Macron lance une collecte en marge de la visite du pape (529 mots)

Patrimoine religieux : Macron lance une collecte en marge de la visite du pape Emmanuel Macron compte mobiliser « 200 millions d'euros sur quatre ans...

Page 86

---

EDOUARD DE LAMAZE -  
ANNONCES E. MACRON

---



IG—IG

LYS MACRON

## Macron lance une collecte pour le patrimoine religieux

Politique. Une quête avant l'office : Emmanuel Macron a annoncé vendredi une souscription pour restaurer des milliers d'édifices religieux en péril et défendu sa participation, contestée à gauche, à la messe géante du pape François à Marseille dans une semaine.

### Macron lance une collecte pour le patrimoine religieux

Depuis la collégiale de Semur-en-Auxois, en Côte-d'Or, chef-d'œuvre gothique dont la préservation est justement difficile pour cette commune de 4 200 habitants, le chef de l'Etat a lancé une collecte « pour mobiliser 200 millions d'euros sur quatre ans ».

Sur 50 000 lieux de culte en France, environ 2 500 à 3 000 édifices, principalement des églises, seraient dans un état qui fait craindre pour leur sauvegarde. Pour une grande partie, ils appartiennent à des petites communes pour qui « ces investissements sont insoutenables », a rappelé Emmanuel Macron. « Cela nourrit un sentiment d'indignation chez beaucoup de nos élus et nos habitants parce qu'il y a un attachement à ce patrimoine, que l'on croit ou que l'on ne croit pas », a-t-il estimé.

### Dons déductibles des impôts

Cette collecte sera donc destinée uniquement aux communes de moins de 10 000 habitants (20 000 en outre-mer).

Les dons pourront être faits sur le site de la Fondation du patrimoine et seront déductibles des impôts à 75 % (au lieu de 66 %) dans la limite de 1 000 €, comme cela a été le cas pour la reconstruction de Notre-Dame de Paris.

Un détail qui vise « aussi, entre les lignes, à dire aux grandes fortunes » que « l'enjeu est au même niveau d'importance », a glissé la ministre de la Culture, Rima Abdul-Malak, en marge du déplacement bourguignon, ajoutant espérer que les plus riches « comprendront ce message d'eux-mêmes ». Organisatrice de cette souscription, la Fondation du patrimoine sélectionnera les projets « en fonction de l'intérêt patrimonial de l'édifice, l'urgence et aussi la question de l'usage qui doit s'ouvrir aux concerts, expositions, conférences », a expliqué son président Guillaume Poitri-nal.

Pour Edouard de Lamaze, président de l'Observatoire du patrimoine religieux, la valeur de ces édifices « dépasse très largement le cadre religieux, et vient s'inscrire dans la vie quotidienne, le passé et l'avenir des Français ».

Cette collecte vient s'ajouter au Loto du patrimoine, incarné depuis cinq ans par l'animateur Stéphane Bern. En cinq ans, 230 millions d'euros ont été ainsi recueillis au profit de 862 projets selon l'Elysée. Le président s'est d'ailleurs rendu dans l'après-midi au château de Bussy-Rabutin, lauréat de la première édition de ce loto en 2018.

### « C'est ma place »

Selon l'Elysée, la date de ces annonces est liée aux Journées du patrimoine ce week-end et fait suite à des engagements pris par le président lors de sa visite au Mont-Saint-Michel le 5 juin. Aucun lien donc avec la visite la semaine prochaine du pape François à Marseille, selon la présidence. Face aux critiques de la gauche, Emmanuel Macron a défendu sa décision d'assister à la messe que donnera le pape le 23 septembre. « Je considère que c'est ma place d'y aller. Je n'irai pas en tant que catholique, j'irai comme président de la République qui est en effet laïque. Je n'aurai moi-même pas de pratique religieuse lors de cette messe », a-t-il justifié. ■





FRANCE-MONDE

## La quête de l'État pour les églises

Emmanuel Macron a annoncé une souscription pour rénover des milliers d'églises.

Emmanuel Macron a annoncé hier une souscription pour restaurer des milliers d'édifices religieux en péril. Depuis la collégiale de Semur-en-Auxois, en Côte-d'Or, chef-d'œuvre gothique dont la préservation est justement difficile pour cette commune de 4 200 habitants, le chef de l'État a lancé une collecte « pour mobiliser 200 millions d'euros sur 4 ans ».

Sur 50 000 lieux de culte en France, environ 2 500 à 3 000 édifices, principalement des églises, seraient dans un état qui fait craindre pour leur sauvegarde. Pour une grande partie, ils appartiennent à des petites communes pour qui « ces investissements sont insoutenables », a rappelé Emmanuel Macron.

« Cela nourrit un sentiment d'indignation chez beaucoup de nos élus et nos habitants parce qu'il y a un attachement à ce patrimoine, que l'on croit ou que l'on ne croit pas », a-t-il estimé. Cette collecte sera donc destinée uniquement aux communes de moins 10 000 habitants (20 000 en

outre-mer). Les dons pourront être faits sur le site de la Fondation du patrimoine et seront déductibles des impôts à 75 % (au lieu de 66 %) dans la limite de 1 000 euros, comme cela a été le cas pour la reconstruction de Notre-Dame de Paris.

Inscrits dans la vie quotidienne, le passé, l'avenir des Français »

Édouard de Lamaza

Président de l'Observatoire du patrimoine religieux.

La Fondation du patrimoine sélectionnera les projets « en fonction de l'intérêt patrimonial de l'édifice, l'urgence et aussi la question de l'usage qui doit s'ouvrir aux concerts, expositions, conférences », a expliqué son président Guillaume Poitrinal. « Cela colle à une réalité, et rejoint des besoins », a affirmé Gautier Mornas, responsable du département « Art Sacré » de la Conférence des évêques de France.

Pour Édouard de Lamaze, président de l'Observatoire du patrimoine religieux, la valeur de

ces édifices « dépasse très largement le cadre religieux, et vient s'inscrire dans la vie quotidienne, le passé et l'avenir des Français ».

Cette collecte vient s'ajouter au Loto du patrimoine, incarné depuis cinq ans par l'animateur Stéphane Bern. En cinq ans, 230 millions d'euros ont été ainsi recueillis au profit de 862 projets selon l'Élysée.

Selon l'Élysée, la date de ces annonces est liée aux Journées du patrimoine ce week-end et fait après des engagements pris par le président lors de sa visite au Mont-Saint-Michel le 5 juin. ■



Semur-en-Auxois (Bourgogne), hier. Emmanuel Macron et la ministre de la Culture, Rima Abdul Malak. Près de 3 000 églises en France nécessitent une rénovation. Photo : AFP







## En péril le patrimoine religieux en voie de résurrection

Jacques Chanteau En ce week-end des Journées du patrimoine, bon nombre d'édifices religieux restent fermés car ils se délabrent et la restauration est coûteuse. Vendredi, le président Macron a lancé une collecte pour sauver ce patrimoine menacé.

1 2 000 à 5 000 édifices religieux menacés

Depuis la loi de 1905, le patrimoine religieux appartient aux communes. Aujourd'hui, sur les 40 000 églises et chapelles, 500 sont fermées et 2 500 à 5 000 sont « menacées d'être abandonnées, vendues ou détruites d'ici à 2030 », selon l'Observatoire du patrimoine religieux (OPR). Un état des lieux qui s'explique en raison de la baisse de la pratique religieuse et de la réduction des ressources publiques.

« Ces menaces constituent un défi sociétal pour les territoires ruraux qui justifie de s'en saisir sans tarder », prévient le sénateur des Hauts-de-Seine Pierre Ouzoulias (groupe communiste), auteur d'un récent rapport sur l'avenir du patrimoine religieux.

2 Une trentaine de chantiers en Bretagne

Au moins une trentaine de communes bretonnes mènent actuellement des travaux de restauration de leurs chapelles ou églises, un coût qui pèse lourd dans le budget communal. À Plounevez-Moëdec (22), une première tranche de travaux de restauration intérieure a débuté à l'église. Sur un coût total qui devrait atteindre le

million d'euros, le montant de cette première tranche s'élève à 475 424 euros, dont le reste à charge pour la commune pourrait atteindre près de 34 000 euros. Toujours dans les Côtes-d'Armor, l'église de Lohuec, actuellement fermée, doit réaliser pour plus de 300 000 euros de travaux. « Ces travaux risquent de pénaliser nos finances pendant de longues années », se plaint Claude Lozac'h, le maire de la commune. En mauvais état, l'église de Lannéanou (29) est fermée depuis le mois de janvier. En mai, c'est la chapelle Notre-Dame-de-la-Clarté, à Perros-Guirec (22), qui a subi le même sort. Un mois plus tard, l'église Saint-Drien, au Drennec (29), a, elle aussi, fermé en raison de la fragilisation de la charpente et d'un risque d'effondrement.

3 L'État au chevet des petites communes

Vendredi, Emmanuel Macron a annoncé le soutien de l'État en faveur du patrimoine religieux des communes de moins de 10 000 habitants (lire ci-dessous). Au mois de juin, le ministère de la Culture avait été mandaté pour recenser les édifices religieux qui mériteraient d'être classés au titre des monuments historiques. Une fois requalifiés, ces édifices pourront bé-

néficier de subventions publiques pour la réalisation de travaux. « Sur les 45 000 édifices communaux religieux, seuls 10 000 sont aujourd'hui protégés, indique Édouard de Lamaze, président de l'Observatoire du patrimoine religieux. Ce qui est donc proposé peut être d'un très grand secours, car, quand votre site est classé, vous pouvez bénéficier jusqu'à 90 % de subventions et même jusqu'à 100 % pour les petites communes ». « La maison de famille a 115 ans, explique-t-il. Il est temps de réviser la toiture, de vérifier les portes et fenêtres et de lui permettre de passer une centaine de nouvelles années, et ce, pour la préservation de notre patrimoine. »

4 Salles de concert, d'exposition, cabaret, boulangerie...

« Ouvrir nos églises devient une urgence, insiste Pierre Ouzoulias. Si tous ces édifices n'ont pas une dimension patrimoniale, beaucoup présentent une valeur architecturale ou historique digne d'intérêt. » Des édifices qui pourraient accueillir des expositions, des concerts, des animations éducatives, des visites touristiques, des actions caritatives... Selon le rapport sénatorial, « mieux ancrer les édifices

culturels dans le calendrier des activités de la commune et les transformer en maisons communes n'est pas contradictoire avec la vocation culturelle des édifices. Il s'agit plutôt d'un retour aux sources : jusqu'à la Révolution française, les activités culturelles et les activités humaines cohabitaient au sein des églises ». En Corrèze, à Laàs, c'est un cabaret qui a investi une chapelle romane du XI<sup>e</sup> siècle, tandis que l'église va accueillir un escape game, suscitant, selon Le Figaro, une vive polémique au sein de cette

commune de 150 habitants. Pour Édouard de Lamaze, « le patrimoine protégé et classé monument historique a une vocation à rester dans le culturel et en harmonie avec la pureté et l'intérêt architectural du site ».

La Bretagne connaît déjà quelques exemples de conversions. Des chapelles ont ainsi été transformées en offices de tourisme, à Auray (56) et à Rennes, en une boulangerie à Loudéac (22), en un lieu d'exposition à Saint-Brieuc...

En revanche, la chapelle désacralisée de Kerfeunteun, à Quimper, n'a toujours pas trouvé d'acquéreur, cinq ans après sa première mise en vente. Prix affiché, aujourd'hui ? 631 000 euros. ■



## Macron lance une collecte pour le patrimoine religieux et se dit “à sa place” à la messe du pape

**Politique. Une quête avant l'office : Emmanuel Macron a annoncé vendredi une souscription pour restaurer des milliers d'édifices religieux en péril**

et défendu sa participation, contestée à gauche, à la messe géante du pape François à Marseille dans une semaine.

Depuis la collégiale de Semur-en-Auxois, en Côte-d'Or, chef-d'œuvre gothique dont la préservation est justement difficile pour cette commune de 4 200 habitants, le chef de l'Etat a lancé une collecte “pour mobiliser 200 millions d'euros sur quatre ans”.

Sur 50 000 lieux de culte en France, environ 2 500 à 3 000 édifices, principalement des églises, seraient dans un état qui fait craindre pour leur sauvegarde. Pour une grande partie, ils appartiennent à des petites communes pour qui “ces investissements sont insoutenables”, a rappelé Emmanuel Macron. “Cela nourrit un sentiment d'indignation chez beaucoup de nos élus et nos habitants parce qu'il y a un attachement à ce patrimoine, que l'on croit ou que l'on ne croit pas”, a-t-il estimé.

Cette collecte sera donc destinée uniquement aux communes de moins 10 000 habitants (20 000 en outre-mer). Les dons pourront être faits sur le site de la Fondation du patrimoine et seront déductibles des impôts à 75 % (au lieu de 66 %) dans la limite de 1 000 €, comme cela a été le cas pour la reconstruction de Notre-Dame de Paris.

Un détail qui vise “aussi, entre les lignes, à dire aux grandes fortunes” que “l'enjeu est au même niveau d'importance”, a glissé la ministre de la Culture, Rima Abdul-Malak, en marge du déplacement bourguignon, ajoutant espérer que les plus riches “comprendront ce message d'eux-mêmes”.

Organisatrice de cette souscription, la Fondation du patrimoine sélectionnera les projets “en fonction de l'intérêt patrimonial de l'édifice, l'urgence et aussi la question de l'usage qui doit s'ouvrir aux concerts, expositions, conférences”, a expliqué son président Guillaume Poitrinal.

“Cela colle à une réalité, et rejoint des besoins”, a affirmé Gautier Mornas, responsable du département Art sacré de la Conférence des évêques de France.

Pour Edouard de Lamaze, président de l'Observatoire du patrimoine religieux, la valeur de ces édifices "dépasse très largement le cadre religieux, et vient s'inscrire dans la vie quotidienne, le passé et l'avenir des Français".

Cette collecte vient s'ajouter au Loto du patrimoine, incarné depuis cinq ans par l'animateur Stéphane Bern. En cinq ans, 230 millions d'euros ont été ainsi recueillis au profit de 862 projets selon l'Elysée. Le président s'est d'ailleurs rendu dans l'après-midi au château de Bussy-Rabutin, lauréat de la première édition de ce loto en 2018.

"C'est ma place"

Selon l'Elysée, la date de ces annonces est liée aux Journées du patrimoine ce week-end et fait suite à des engagements pris par le président lors de sa visite au Mont-Saint-Michel le 5 juin.

Aucun lien donc avec la visite la semaine prochaine du pape François à Marseille, selon la présidence. Face aux critiques de la gauche, Emmanuel Macron a défendu sa décision d'assister à la messe que donnera le pape le 23 septembre. "Je considère que c'est ma place d'y aller. Je n'irai pas en tant que catholique, j'irai comme président de la République qui est en effet laïque. Je n'aurai moi-même pas de pratique religieuse lors de cette messe", a-t-il justifié.

Emmanuel Macron a rappelé que le pape avait le rang de chef d'Etat et que sa présence ne remettait pas en cause la neutralité de l'Etat. "L'Etat est neutre. Les services publics sont neutres et nous préservons l'école aussi", a-t-il ajouté, dans une allusion à l'interdiction dans les établissements scolaires de l'abaya, une robe ample que portent des femmes musulmanes.

Dès mercredi, la possibilité qu'il assiste à cette messe, point d'orgue de la visite papale, avait suscité des critiques indignées de la gauche.

"Non monsieur le président. Ce n'est pas votre place d'aller à la messe du pape. Lui souhaiter la bienvenue à l'arrivée et même à son départ : oui, bien sûr. Mais l'État laïque ne reconnaît ni ne subventionne aucun culte", a ainsi estimé sur le réseau X (anciennement Twitter) le leader insoumis Jean-Luc Mélenchon. "Pas de cérémonie religieuse pour un élu en France".

La présence à une messe papale est une première pour un chef de l'Etat français depuis celle célébrée en 1980 par Jean-Paul II sur le parvis de Notre-Dame à Paris en présence de Valéry Giscard d'Estaing.

En juin 2017, peu après sa première élection, Emmanuel Macron avait participé à l'iftar (dîner de rupture du jeûne) annuel du

Conseil français du culte musulman (CFCM), l'instance représentative de la deuxième religion de France.

Rédaction

Sur le même sujet...

Trois tapisseries restaurées de la vie de Saint Remi de retour à Reims pour retrouver le public

Les trois premières des dix tapisseries de la vie de Saint Remi, une oeuvre du début du XVIe siècle retraçant la vie de l'évêque qui a baptisé Clovis, sont de(...)

Dans les Ardennes, le château fort de Sedan élu "monument préféré des Français"

Le château fort de Sedan, dans les Ardennes (Grand-Est), a été élu mercredi "monument préféré des Français" par le public parmi 14 sites remarquables, pour le millésime 2023. "Un château(...)

Champagne : quatre décès lors des vendanges, interrogations autour de la chaleur

Quatre personnes travaillant aux vendanges en Champagne sont décédées ces derniers jours, certaines a priori par arrêt cardiaque, a-t-on appris auprès des parquets de Reims et Châlons-en-Champagne, qui ont diligenté(...)



[https://jhm.fr/wp-content/uploads/2023/09/768779.HR\\_.jpg](https://jhm.fr/wp-content/uploads/2023/09/768779.HR_.jpg)



## Patrimoine religieux : Macron lance une collecte en marge de la visite du pape

**Emmanuel Macron compte mobiliser « 200 millions d'euros sur quatre ans » afin de restaurer des milliers d'édifices religieux via cette souscription.**

Otre sa réponse aux critiques de sa présence à la messe géante du pape François à Marseille le 23 septembre prochain, Emmanuel Macron a annoncé ce vendredi 15 septembre une souscription pour restaurer des milliers d'édifices religieux en péril. Depuis la collégiale de Semur-en-Auxois, en Côte-d'Or, chef-d'œuvre gothique dont la préservation est justement difficile pour cette commune de 4 200 habitants, le chef de l'État a lancé une collecte « pour mobiliser 200 millions d'euros sur quatre ans ».

Sur 50 .000 lieux de culte en France, environ 2 500 à 3 000 édifices, principalement des églises, seraient dans un état qui fait craindre pour leur sauvegarde. Pour une grande partie, ils appartiennent à des petites communes pour qui « ces investissements sont insoutenables, a rappelé Emmanuel Macron. Cela nourrit un sentiment d'indignation chez beaucoup de nos élus et nos habitants parce qu'il y a un attachement à ce patrimoine, que l'on croit ou que l'on ne croit pas. »

À LIRE AUSSI Notre-Dame : une plainte pour vol déposée après une vente de vitraux

Les communes de moins de 10 000 habitants ciblées

Cette collecte sera donc destinée uniquement aux communes de moins 10.000 habitants (20 000 en outre-mer). Les dons pourront être faits sur le site de la Fondation du patrimoine et seront déductibles des impôts à 75 % (au lieu de 66 %) dans la limite de 1 000 euros, comme cela a été le cas pour la reconstruction de Notre-Dame de Paris . Un détail qui vise « aussi, entre les lignes, à dire aux grandes fortunes » que « l'enjeu est au même niveau d'importance », a glissé à l'AFP la ministre de la Culture, Rima Abdul-Malak, en marge du déplacement bourguignon, ajoutant espérer que les plus riches « comprendront ce message d'eux-mêmes ».

Organisatrice de cette souscription, la Fondation du patrimoine sélectionnera les projets « en fonction de l'intérêt patrimonial de l'édifice, l'urgence et aussi la question de l'usage qui doit s'ouvrir aux concerts, expositions, conférences », a expliqué à l'AFP son président Guillaume Poitrinal.

À LIRE AUSSI Loto du patrimoine : découvrez les 100 nouveaux sites qui vont être aidés

« Cela colle à une réalité, et rejoint des besoins », a affirmé à l'AFP Gautier Mornas, responsable du département Art sacré de la Conférence des évêques de France. Pour Édouard de Lamaze, président de l'Observatoire du patrimoine religieux, la valeur de ces édifices « dépasse très largement le cadre religieux, et vient s'inscrire dans la vie quotidienne, le passé et l'avenir des Français ».

Cette collecte vient s'ajouter au Loto du patrimoine, incarné par l'animateur Stéphane Bern . En cinq ans, 230 millions d'euros ont été ainsi recueillis au profit de 862 projets selon l'Élysée. Le président s'est d'ailleurs rendu dans l'après-midi au château de Bussy-Rabutin, lauréat de la première édition de ce loto en 2018.

Aucun lien avec la venue du pape

Selon l'Élysée, la date de ces annonces est liée aux Journées du patrimoine ce weekend et fait suite à des engagements pris par le président lors de sa visite au Mont-Saint-Michel le 5 juin. Aucun lien donc avec la visite la semaine prochaine du pape François à Marseille, selon la présidence. Face aux critiques de la gauche, Emmanuel Macron a également défendu sa décision d'assister à la messe que donnera le pape le 23 septembre.



[https://static.lpnt.fr/images/2023/09/15/25199265lpw-25199396-megaune-jpg\\_9770353.jpg](https://static.lpnt.fr/images/2023/09/15/25199265lpw-25199396-megaune-jpg_9770353.jpg)

Emmanuel Macron a annoncé la mise en place d'une collecte destinée au patrimoine religieux, ce vendredi 15 septembre. © LUDOVIC MARIN / POOL / AFP





## Macron lance une collecte pour le patrimoine religieux et se dit "à sa place" à la messe du pape

Par Gabriel BOUROVITCH

**P**aris, 15 sept 2023 (AFP) - Une quête avant l'office: Emmanuel Macron a annoncé vendredi une souscription pour restaurer des milliers d'édifices religieux en péril et défendu sa participation, contestée à gauche, à la messe géante du pape François à Marseille dans une semaine.

Depuis la collégiale de Semur-en-Auxois, en Côte-d'Or, chef d'oeuvre gothique dont la préservation est justement difficile pour cette commune de 4.200 habitants, le chef de l'Etat a lancé une collecte "pour mobiliser 200 millions d'euros sur quatre ans".

Sur 50.000 lieux de culte en France, environ 2.500 à 3.000 édifices, principalement des églises, seraient dans un état qui fait craindre pour leur sauvegarde. Pour une grande partie, ils appartiennent à des petites communes pour qui "ces investissements sont insoutenables", a rappelé Emmanuel Macron.

"Cela nourrit un sentiment d'indignation chez beaucoup de nos élus et nos habitants parce qu'il y a un attachement à ce patrimoine, que l'on croit ou que l'on ne croit pas", a-t-il estimé.

Cette collecte sera donc destinée uniquement aux communes de moins 10.000 habitants (20.000 en outre-mer). Les dons pourront être faits sur le site de la Fondation du patrimoine et seront déductibles des impôts à 75% (au lieu de 66%) dans la limite de 1.000 euros, comme cela a été le cas pour la reconstruction de Notre-Dame de Paris.

Un détail qui vise "aussi, entre les lignes, à dire aux grandes fortunes" que "l'enjeu est au même niveau d'importance", a glissé à l'AFP la ministre de la Culture, Rima Abdul-Malak, en marge du déplacement bourguignon, ajoutant espérer que les plus riches "comprendront ce message d'eux-mêmes".

Organisatrice de cette souscription, la Fondation du patrimoine sélectionnera les projets "en fonction de l'intérêt patrimonial de l'édifice, l'urgence et aussi la question de l'usage qui doit s'ouvrir aux concerts, expositions, conférences", a expliqué à l'AFP son président Guillaume Poitrinal.

"Cela colle à une réalité, et rejoint des besoins", a affirmé à l'AFP Gautier Mornas, responsable du département Art sacré de la Conférence des évêques de France.



Pour Edouard de Lamaze, président de l'Observatoire du patrimoine religieux, la valeur de ces édifices "dépassé très largement le cadre religieux, et vient s'inscrire dans la vie quotidienne, le passé et l'avenir des Français".

Cette collecte vient s'ajouter au Loto du patrimoine, incarné depuis cinq ans par l'animateur Stéphane Bern. En cinq ans, 230 millions d'euros ont été ainsi recueillis au profit de 862 projets selon l'Elysée. Le président s'est d'ailleurs rendu dans l'après-midi au château de Bussy-Rabutin, lauréat de la première édition de ce loto en 2018.

- "C'est ma place" -

Selon l'Elysée, la date de ces annonces est liée aux Journées du patrimoine ce weekend et fait suite à des engagements pris par le président lors de sa visite au Mont-Saint-Michel le 5 juin.

Aucun lien donc avec la visite la semaine prochaine du pape François à Marseille, selon la présidence. Face aux critiques de la gauche, Emmanuel Macron a défendu sa décision d'assister à la messe que donnera le pape le 23 septembre.

"Je considère que c'est ma place d'y aller. Je n'irai pas en tant que catholique, j'irai comme président de la République qui est en effet laïque. Je n'aurai moi-même pas de pratique religieuse lors de cette messe", a-t-il justifié.

Emmanuel Macron a rappelé que le pape avait le rang de chef d'Etat et que sa présence ne remettait pas en cause la neutralité de l'Etat. "L'Etat est neutre. Les services publics sont neutres et nous préservons l'école aussi", a-t-il ajouté, dans une allusion à l'interdiction dans les établissements scolaires de l'abaya, une robe ample que portent des femmes musulmanes.

Dès mercredi, la possibilité qu'il assiste à cette messe, point d'orgue de la visite papale, avait suscité des critiques indignées de la gauche.

"Non monsieur le président. Ce n'est pas votre place d'aller à la messe du pape. Lui souhaiter la bienvenue à l'arrivée et même à son départ: oui, bien sûr. Mais l'État laïque ne reconnaît ni ne subventionne aucun culte", a ainsi estimé sur le réseau X (anciennement Twitter) le leader insoumis Jean-Luc Mélenchon. "Pas de cérémonie religieuse pour un élu en France".

La présence à une messe papale est une première pour un chef de l'Etat français depuis celle célébrée en 1980 par Jean-Paul II sur le parvis de Notre-Dame à Paris en présence de Valéry Giscard d'Estaing.

En juin 2017, peu après sa première élection, Emmanuel Macron avait participé à l'iftar (dîner de rupture du jeûne) annuel du

Conseil français du culte musulman (CFCM), l'instance représentative de la deuxième religion de France.

gbh-far/hr/sla/gvy

X



## Macron lance une collecte pour le patrimoine religieux et se dit "à sa place" à la messe du pape

**Une quête avant l'office: Emmanuel Macron a annoncé vendredi une souscription pour restaurer des milliers d'édifices religieux en péril et défendu sa participation, contestée à gauche, à la messe géante du pape François à Marseille dans une semaine. Face aux critiques de la gauche, Emmanuel Macron a défendu sa décision d'assister à la messe que donnera le pape le 23 septembre.**

Depuis la collégiale de Semur-en-Auxois, en Côte-d'Or, chef d'œuvre gothique dont la préservation est justement difficile pour cette commune de 4.200 habitants, le chef de l'Etat a lancé une collecte "pour mobiliser 200 millions d'euros sur 4 ans".

Sur 50.000 lieux de culte en France, environ 2.500 à 3.000 édifices, principalement des églises, seraient dans un état qui fait craindre pour leur sauvegarde. Pour une grande partie, ils appartiennent à des petites communes pour qui "ces investissements sont insoutenables", a rappelé Emmanuel Macron.

"Cela nourrit un sentiment d'indignation chez beaucoup de nos élus et nos habitants parce qu'il y a un attachement à ce patrimoine, que l'on croit ou que l'on ne croit pas", a-t-il estimé.

Cette collecte sera donc destinée uniquement aux communes de moins 10.000 habitants (20.000 en outre-mer). Les dons pourront être faits sur le site de la Fondation du patrimoine et seront déductibles des impôts à 75% (au lieu de 66%) dans la limite de 1.000 euros, comme cela a été le cas pour la reconstruction de Notre-Dame de Paris.

La Fondation du patrimoine sélectionnera les projets "en fonction de l'intérêt patrimonial de l'édifice, l'urgence et aussi la question de l'usage qui doit s'ouvrir aux concerts, expositions, conférences", a expliqué à l'AFP son président Guillaume Poitrinal.

"Cela colle à une réalité, et rejoint des besoins", a affirmé à l'AFP Gautier Mornas, responsable du département "Art Sacré" de la Conférence des évêques de France.

Pour Edouard de Lamaze, président de l'Observatoire du patrimoine religieux, la valeur de ces édifices "dépasse très largement le cadre religieux, et vient s'inscrire dans la vie quotidienne, le passé et l'avenir des Français".

Cette collecte vient s'ajouter au Loto du patrimoine, incarné depuis cinq ans par l'animateur Stéphane Bern. En cinq ans, 230 millions d'euros ont été ainsi recueillis au profit de 862 projets selon l'Elysée. Le président devait d'ailleurs se rendre dans l'après-midi au château de Bussy-Rabutin, lauréat de la première édition de ce loto en 2018.

Selon l'Elysée, la date de ces annonces est liée aux Journées du patrimoine ce week-end et fait suite à des engagements pris par le président lors de sa visite au Mont-Saint-Michel le 5 juin.

- "C'est ma place" -

Aucun lien donc avec la visite la semaine prochaine du pape François à Marseille, selon la présidence. Face aux critiques de la gauche, Emmanuel Macron a défendu sa décision d'assister à la messe que donnera le pape le 23 septembre.

"Je considère que c'est ma place d'y aller. Je n'irai pas en tant que catholique, j'irai comme président de la République qui est en effet laïque. Je n'aurai moi-même pas de pratique religieuse lors de cette messe", a-t-il justifié.

Emmanuel Macron a rappelé que le pape avait le rang de chef d'Etat et que sa présence ne remettait pas en cause la neutralité de l'Etat. "L'Etat est neutre. Les services publics sont neutres et nous préservons l'école aussi", a-t-il ajouté, dans une allusion à l'interdiction dans les établissements scolaires de l'abaya, une robe ample que portent des femmes musulmanes.

Dès mercredi, la possibilité qu'il assiste à cette messe, point d'orgue de la visite papale, avait suscité des critiques indignées de la gauche.

"Non monsieur le président. Ce n'est pas votre place d'aller à la messe du pape. Lui souhaiter la bienvenue à l'arrivée et même à son départ: oui, bien sûr. Mais l'État laïque ne reconnaît ni ne subventionne aucun culte", a ainsi estimé sur le réseau X le leader insoumis Jean-Luc Mélenchon. "Pas de cérémonie religieuse pour un élu en France".

La présence à une messe papale est une première pour un chef de l'Etat français depuis celle célébrée en 1980 par Jean-Paul II sur le parvis de Notre-Dame à Paris en présence de Valéry Giscard d'Estaing.

En juin 2017, peu après sa première élection, Emmanuel Macron avait participé à l'iftar (dîner de rupture du jeûne) annuel du Conseil français du culte musulman (CFCM), l'instance représentative de la deuxième religion de France.

[https://www.clicanoo.re/media/cache/resolve/thumbnail\\_single/assets/images/articles/2023/09/15/6504731e927f46504731c4bf58-afp-6504731e967a2261188015.jpg](https://www.clicanoo.re/media/cache/resolve/thumbnail_single/assets/images/articles/2023/09/15/6504731e927f46504731c4bf58-afp-6504731e967a2261188015.jpg)



[https://www.clicanoo.re/media/cache/resolve/thumbnail\\_single/assets/images/articles/2023/09/15/6504731e927f46504731c4bf58-afp-6504731e967a2261188015.jpg](https://www.clicanoo.re/media/cache/resolve/thumbnail_single/assets/images/articles/2023/09/15/6504731e927f46504731c4bf58-afp-6504731e967a2261188015.jpg)



## « La Bretagne est la région de France qui entretient le mieux son patrimoine religieux »

**Alors que le président Macron a lancé, ce vendredi, une collecte pour restaurer des édifices en péril, Édouard de Lamaze, président de l'Observatoire du patrimoine religieux, assure que la Bretagne est « un modèle national » en matière de préservation des églises et chapelles.**

Le patrimoine religieux est-il vraiment menacé ?

Oui, la menace est réelle, tout d'abord sur le patrimoine que l'on qualifie en « très grande souffrance » avec des édifices dont les pans de mur tombent, dont les charpentes sont attaquées par des champignons... Cela concerne 500 édifices, sur 40 000 en France. Vous avez ensuite les édifices en « grande souffrance », au nombre de 5 000 et qui ont des vitraux cassés, des toitures non entretenues... Des chiffres qui augmentent vertigineusement. Plus le temps avance, plus nous avons des dégradations. Dans certaines régions, on a parfois 50, 80 voire 100 % d'augmentation d'édifices en péril. Une intervention est donc nécessaire, urgente.

En gros, vous avez 1 000 édifices par département et vous avez des maires qui, pendant des années, n'ont pas trouvé nécessaire de faire des travaux car ils n'ont pas été encouragés par la population. Je connais même des communes riches qui n'ont pas fait de travaux pendant 50 ans.

La Bretagne est un contre-exemple. C'est en effet la région de France qui entretient le mieux son patrimoine religieux. Sur les 3 756 édifices religieux que compte la Bretagne, le nombre de bâtiments en rénovation est supérieur au nombre de sites en souffrance, ce qui est très rare.

Pour quelles raisons y a-t-il moins d'édifices en péril en Bretagne ?

En Bretagne, il y a une réaction populaire qui amène les responsables politiques communaux à réaliser les travaux nécessaires. C'est une région où les chapelles et églises sont au cœur des lieux de vie que sont les hameaux. Il y a, donc, une attention toute particulière des habitants qui se regroupent presque à chaque fois en association. En Bretagne, on a ainsi quasiment une association par église, ce qui est un modèle à l'échelon national. C'est aussi une région où la qualité de la construction en granite est très résistante face au vent et autres intempéries.

Pourquoi faut-il préserver le patrimoine religieux ?

Nous sommes une civilisation judéo-chrétienne et nous avons donc des souvenirs de notre passé. Quand vous regardez les civilisations anciennes, on s'aperçoit que les monuments les plus beaux et les mieux conservés sont les monuments religieux, contrairement aux maisons d'habitation qui sont plus fragiles et qui se modifient avec le temps. Les monuments religieux sont une marque de civilisation. Il est donc fondamental de respecter cette marque de civilisation pour nos enfants et nos successeurs. C'est même un devoir. C'est un héritage et il faut en être digne.

Quelles solutions préconisez-vous pour sauver ces édifices, dont les travaux de restauration pèsent lourdement dans les budgets communaux ?

Détruire une église est une mauvaise idée car ce serait supprimer les traces du passé. Il faut plutôt trouver des solutions pour les restaurer ou leur donner un nouvel usage. Les idées ne manquent pas pour les transformations.

Quels types de transformations imaginez-vous pour les églises et chapelles ?

Chaque soir, les faits marquants du jour en Bretagne

Tous les soirs en semaine à 18h

Le patrimoine protégé et classé monument historique a une vocation à rester dans le culturel. L'édifice peut devenir ainsi un lieu d'exposition, de concerts, de peinture... Un espace en harmonie avec la pureté et l'intérêt architectural du lieu. Quant au patrimoine non protégé, il a, lui, vocation à être désacralisé en grande partie puisque les activités de culte sont rendues de plus en plus difficiles : les sacristies sont mal entretenues, les lieux sont humides, et on peut comprendre que les prêtres n'aient pas envie d'occuper ces édifices. Ceux-ci peuvent ainsi être transformés en espaces communaux, en salles de sport ou de restauration pour, par exemple, les Restos du cœur. Ils peuvent également abriter des logements pour les sans-abri... En revanche, nous pensons que les transformations en logements privés ou en hôtels de luxe sont parfaitement déplacées, à l'exception des couvents et grandes abbayes, où vous avez des espaces immenses. Mais sur les petites églises, ça n'a pas de sens.

[https://media.letelegramme.fr/api/v1/images/view/  
65047fb178cfb729276d84ba/web\\_golden\\_xxl/  
65047fb178cfb729276d84ba.1](https://media.letelegramme.fr/api/v1/images/view/65047fb178cfb729276d84ba/web_golden_xxl/65047fb178cfb729276d84ba.1)



[https://media.letelegramme.fr/api/v1/images/view/  
65047fb178cfb729276d84ba/web\\_golden\\_xxl/  
65047fb178cfb729276d84ba.1](https://media.letelegramme.fr/api/v1/images/view/65047fb178cfb729276d84ba/web_golden_xxl/65047fb178cfb729276d84ba.1)

*par Jacques Chanteau*





## En péril, le patrimoine religieux en voie de résurrection

**En ce week-end des Journées du patrimoine, bon nombre d'édifices religieux demeurent fermés car ils se délabrent et les travaux de restauration sont onéreux. Ce vendredi, le président de la République a fait des annonces pour sauver un patrimoine religieux menacé.**

1 2 000 à 5 000 édifices religieux menacés

Depuis la loi de 1905, le patrimoine religieux appartient aux communes. Aujourd'hui, sur les 40 000 églises et chapelles, propriétés des communes, 500 sont fermées et 2 500 à 5 000 sont « menacées d'être abandonnées, vendues ou détruites d'ici 2030 », selon l'Observatoire du patrimoine religieux (OPR). Un état des lieux qui s'explique en raison de baisse de la pratique religieuse et de la réduction des ressources publiques. « Ces menaces constituent un défi sociétal pour les territoires ruraux qui justifie de s'en saisir sans tarder », prévient le sénateur Pierre Ouzoulias (groupe communiste), auteur d'un récent rapport sur l'avenir du patrimoine religieux.

2 Une trentaine de chantiers en Bretagne

Au moins une trentaine de communes bretonnes mènent actuellement des travaux de restauration de leurs chapelles ou églises, un coût qui pèse lourd dans le budget communal. À Plounévez-Moëdec (22), une première tranche de travaux de restauration intérieure a débuté à l'église. Sur un coût total qui devrait atteindre le million d'euros, le montant de cette première tranche s'élève à 475 424 euros, dont le reste à charge pour la commune pourrait atteindre près de 34 000 euros. Toujours dans les Côtes-d'Armor, l'église de Lohuec, actuellement fermée, doit réaliser pour plus de 300 000 euros de travaux. « Ces travaux risquent de pénaliser nos finances pendant de longues années », se plaint Claude Lozac'h, le maire de la commune. En mauvais état, l'église de Lannéanou (29) est fermée depuis le mois de janvier. En mai, c'est la chapelle Notre-Dame-de-la-Clarté, à Perros-Guirec (22), qui a subi le même sort. Un mois plus tard, l'église Saint-Drien, au Drennec (29), a, elle aussi, fermé en raison de la fragilisation de la charpente et d'un risque d'effondrement.

3 L'État au chevet des petites communes

Ce vendredi, Emmanuel Macron a annoncé le soutien de l'État en faveur du patrimoine religieux des communes de moins de 10 000 habitants. Au mois de juin, le ministère de la Culture avait été mandaté pour recenser les édifices religieux qui mériteraient d'être

classés au titre des monuments historiques. Une fois requalifiés, ces édifices pourront bénéficier de subventions publiques pour la réalisation de travaux. « Sur les 45 000 édifices communaux religieux, seuls 10 000 sont aujourd'hui protégés, indique Édouard Lamaze, président de l'Observatoire du patrimoine religieux. Ce qui est donc proposé peut être d'un très grand secours, car, quand votre site est classé, vous pouvez bénéficier jusqu'à 90 % de subventions et même jusqu'à 100 % pour les petites communes ». « La maison de famille a 115 ans, explique-t-il. Il est temps de réviser la toiture, de vérifier les portes et fenêtres et de lui permettre de passer une centaine de nouvelles années et ce, pour la préservation de notre patrimoine. »

#### 4 Des églises transformées en salles de concerts, d'expositions... et même en un cabaret

« Ouvrir nos églises devient une urgence, insiste Pierre Ouzoulias. Si tous ces édifices n'ont pas une dimension patrimoniale, beaucoup présentent une valeur architecturale ou historique digne d'intérêt. » Des édifices qui pourraient accueillir des expositions, des concerts, des animations éducatives, des visites touristiques, des actions caritatives...

Selon le rapport sénatorial, « mieux ancrer les édifices culturels dans le calendrier des activités de la commune et les transformer en maisons communes n'est pas contradictoire avec la vocation culturelle des édifices. Il s'agit plutôt d'un retour aux sources : jusqu'à la Révolution française, les activités culturelles et les activités humaines cohabitaient au sein des églises ».

En Corrèze, à Laàs, c'est un cabaret qui a investi une chapelle romane du XI<sup>e</sup> siècle, tandis que l'église va accueillir un escape game, suscitant, selon Le Figaro, une vive polémique au sein de cette commune de 150 habitants. Pour Édouard de Lamaze, « le patrimoine protégé et classé monument historique a une vocation à rester dans le culturel. Qu'il soit transformé en un lieu d'exposition, de concerts ou de peinture, le bâtiment doit rester en harmonie avec la pureté et l'intérêt architectural du site ».

#### 5 Des chapelles converties en cabaret, boulangerie...

Chaque matin, l'essentiel de l'actualité

Tous les matins à 8h

La Bretagne connaît déjà quelques exemples de conversions. Des chapelles ont ainsi été transformées en offices de tourisme à Auray (5-) et à Rennes, en une boulangerie à Loudéac (22), en un lieu d'exposition à Saint-Brieuc... En revanche, la chapelle désacralisée de Kerfeunteun, à Quimper, n'a toujours pas trouvé d'acquéreur, cinq ans après sa première mise en vente. Prix affiché, aujourd'hui ? 631 000 euros.

[https://media.letelegramme.fr/api/v1/images/view/  
65047e306a09103c5f74c5a7/web\\_golden\\_xxl/  
65047e306a09103c5f74c5a7.1](https://media.letelegramme.fr/api/v1/images/view/65047e306a09103c5f74c5a7/web_golden_xxl/65047e306a09103c5f74c5a7.1)



[https://media.letelegramme.fr/api/v1/images/view/  
65047e306a09103c5f74c5a7/web\\_golden\\_xxl/  
65047e306a09103c5f74c5a7.1](https://media.letelegramme.fr/api/v1/images/view/65047e306a09103c5f74c5a7/web_golden_xxl/65047e306a09103c5f74c5a7.1)

*par Jacques Chanteau*



## Macron lance une collecte pour le patrimoine religieux et se dit "à sa place" à la messe du pape

**U ne quête avant l'office: Emmanuel Macron a annoncé vendredi une souscription pour restaurer des milliers d'édifices religieux en péril et défendu**

sa participation, contestée à gauche, à la messe géante du pape François à Marseille dans une semaine.

Depuis la collégiale de Semur-en-Auxois, en Côte-d'Or, chef d'oeuvre gothique dont la préservation est justement difficile pour cette commune de 4.200 habitants, le chef de l'Etat a lancé une collecte "pour mobiliser 200 millions d'euros sur 4 ans".

Sur 50.000 lieux de culte en France, environ 2.500 à 3.000 édifices, principalement des églises, seraient dans un état qui fait craindre pour leur sauvegarde. Pour une grande partie, ils appartiennent à des petites communes pour qui "ces investissements sont insoutenables", a rappelé Emmanuel Macron.

"Cela nourrit un sentiment d'indignation chez beaucoup de nos élus et nos habitants parce qu'il y a un attachement à ce patrimoine, que l'on croit ou que l'on ne croit pas", a-t-il estimé.

Cette collecte sera donc destinée uniquement aux communes de moins 10.000 habitants (20.000 en outre-mer). Les dons pourront être faits sur le site de la Fondation du patrimoine et seront déductibles des impôts à 75 % (au lieu de 66 %) dans la limite de 1.000 euros, comme cela a été le cas pour la reconstruction de Notre-Dame de Paris

La Fondation du patrimoine sélectionnera les projets "en fonction de l'intérêt patrimonial de l'édifice, l'urgence et aussi la question de l'usage qui doit s'ouvrir aux concerts, expositions, conférences", a expliqué à l'AFP son président Guillaume Poitrinal.

"Cela colle à une réalité, et rejoint des besoins", a affirmé à l'AFP Gautier Mornas, responsable du département "Art Sacré" de la Conférence des évêques de France.

Pour Edouard de Lamaze, président de l'Observatoire du patrimoine religieux, la valeur de ces édifices "dépasse très largement le cadre religieux, et vient s'inscrire dans la vie quotidienne, le passé et l'avenir des Français".

Cette collecte vient s'ajouter au Loto du patrimoine, incarné depuis cinq ans par l'animateur Stéphane Bern. En cinq ans, 230 millions

d'euros ont été ainsi recueillis au profit de 862 projets selon l'Elysée. Le président devait d'ailleurs se rendre dans l'après-midi au château de Bussy-Rabutin, lauréat de la première édition de ce loto en 2018.

Selon l'Elysée, la date de ces annonces est liée aux Journées du patrimoine ce week-end et fait suite à des engagements pris par le président lors de sa visite au Mont-Saint-Michel le 5 juin.

"C'est ma place"

Aucun lien donc avec la visite la semaine prochaine du pape François à Marseille, selon la présidence. Face aux critiques de la gauche, Emmanuel Macron a défendu sa décision d'assister à la messe que donnera le pape le 23 septembre.

"Je considère que c'est ma place d'y aller. Je n'irai pas en tant que catholique, j'irai comme président de la République qui est en effet laïque. Je n'aurai moi-même pas de pratique religieuse lors de cette messe", a-t-il justifié.

Emmanuel Macron a rappelé que le pape avait le rang de chef d'Etat et que sa présence ne remettait pas en cause la neutralité de l'Etat. "L'Etat est neutre. Les services publics sont neutres et nous préservons l'école aussi", a-t-il ajouté, dans une allusion à l'interdiction dans les établissements scolaires de l'abaya, une robe ample que portent des femmes musulmanes.

Dès mercredi, la possibilité qu'il assiste à cette messe, point d'orgue de la visite papale, avait suscité des critiques indignées de la gauche.

"Non monsieur le président. Ce n'est pas votre place d'aller à la messe du pape. Lui souhaiter la bienvenue à l'arrivée et même à son départ: oui, bien sûr. Mais l'État laïque ne reconnaît ni ne subventionne aucun culte", a ainsi estimé sur le réseau X le leader insoumis Jean-Luc Mélenchon. "Pas de cérémonie religieuse pour un élu en France".

La présence à une messe papale est une première pour un chef de l'Etat français depuis celle célébrée en 1980 par Jean-Paul II sur le parvis de Notre-Dame à Paris en présence de Valéry Giscard d'Estaing.

En juin 2017, peu après sa première élection, Emmanuel Macron avait participé à l'iftar (dîner de rupture du jeûne) annuel du Conseil français du culte musulman (CFCM), l'instance représentative de la deuxième religion de France.

15/09/2023 17:44:51 - Paris (AFP) - © 2023 AFP

[https://static.lpnt.fr/images/2023/09/15/25198434lpw-25198923-mega-une-jpg\\_9770049.jpg](https://static.lpnt.fr/images/2023/09/15/25198434lpw-25198923-mega-une-jpg_9770049.jpg)



[https://static.lpnt.fr/images/2023/09/15/25198434lpw-25198923-mega-une-jpg\\_9770049.jpg](https://static.lpnt.fr/images/2023/09/15/25198434lpw-25198923-mega-une-jpg_9770049.jpg)

Macron lance une collecte pour le patrimoine religieux et se dit "à sa place" à la messe du pape © POOL/AFP



## Macron lance une collecte pour le patrimoine religieux et se dit "à sa place" à la messe du pape

**Une quête avant l'office: Emmanuel Macron a annoncé vendredi une souscription pour restaurer des milliers d'édifices religieux en péril et défendu sa participation, contestée à gauche, à la messe géan...**

Une quête avant l'office: Emmanuel Macron a annoncé vendredi une souscription pour restaurer des milliers d'édifices religieux en péril et défendu sa participation, contestée à gauche, à la messe géante du pape François à Marseille dans une semaine.

Depuis la collégiale de Semur-en-Auxois, en Côte-d'Or, chef d'œuvre gothique dont la préservation est justement difficile pour cette commune de 4.200 habitants, le chef de l'Etat a lancé une collecte "pour mobiliser 200 millions d'euros sur 4 ans".

Sur 50.000 lieux de culte en France, environ 2.500 à 3.000 édifices, principalement des églises, seraient dans un état qui fait craindre pour leur sauvegarde. Pour une grande partie, ils appartiennent à des petites communes pour qui "ces investissements sont insoutenables", a rappelé Emmanuel Macron.

"Cela nourrit un sentiment d'indignation chez beaucoup de nos élus et nos habitants parce qu'il y a un attachement à ce patrimoine, que l'on croit ou que l'on ne croit pas", a-t-il estimé.

Cette collecte sera donc destinée uniquement aux communes de moins 10.000 habitants (20.000 en outre-mer). Les dons pourront être faits sur le site de la Fondation du patrimoine et seront déductibles des impôts à 75% (au lieu de 66%) dans la limite de 1.000 euros, comme cela a été le cas pour la reconstruction de Notre-Dame de Paris.

La Fondation du patrimoine sélectionnera les projets "en fonction de l'intérêt patrimonial de l'édifice, l'urgence et aussi la question de l'usage qui doit s'ouvrir aux concerts, expositions, conférences", a expliqué à l'AFP son président Guillaume Poitrinal.

"Cela colle à une réalité, et rejoint des besoins", a affirmé à l'AFP Gautier Mornas, responsable du département "Art Sacré" de la Conférence des évêques de France.

Pour Edouard de Lamaze, président de l'Observatoire du patrimoine religieux, la valeur de ces édifices "dépassé très largement le cadre religieux, et vient s'inscrire dans la vie quotidienne, le passé et l'avenir des Français".

Cette collecte vient s'ajouter au Loto du patrimoine, incarné depuis cinq ans par l'animateur Stéphane Bern. En cinq ans, 230 millions d'euros ont été ainsi recueillis au profit de 862 projets selon l'Elysée. Le président devait d'ailleurs se rendre dans l'après-midi au château de Bussy-Rabutin, lauréat de la première édition de ce loto en 2018.

Selon l'Elysée, la date de ces annonces est liée aux Journées du patrimoine ce week-end et fait suite à des engagements pris par le président lors de sa visite au Mont-Saint-Michel le 5 juin.

- "C'est ma place" -

Aucun lien donc avec la visite la semaine prochaine du pape François à Marseille, selon la présidence. Face aux critiques de la gauche, Emmanuel Macron a défendu sa décision d'assister à la messe que donnera le pape le 23 septembre.

"Je considère que c'est ma place d'y aller. Je n'irai pas en tant que catholique, j'irai comme président de la République qui est en effet laïque. Je n'aurai moi-même pas de pratique religieuse lors de cette messe", a-t-il justifié.

Emmanuel Macron a rappelé que le pape avait le rang de chef d'Etat et que sa présence ne remettait pas en cause la neutralité de l'Etat. "L'Etat est neutre. Les services publics sont neutres et nous préservons l'école aussi", a-t-il ajouté, dans une allusion à l'interdiction dans les établissements scolaires de l'abaya, une robe ample que portent des femmes musulmanes.

Dès mercredi, la possibilité qu'il assiste à cette messe, point d'orgue de la visite papale, avait suscité des critiques indignées de la gauche.

"Non monsieur le président. Ce n'est pas votre place d'aller à la messe du pape. Lui souhaiter la bienvenue à l'arrivée et même à son départ: oui, bien sûr. Mais l'État laïque ne reconnaît ni ne subventionne aucun culte", a ainsi estimé sur le réseau X le leader insoumis Jean-Luc Mélenchon. "Pas de cérémonie religieuse pour un élu en France".

La présence à une messe papale est une première pour un chef de l'Etat français depuis celle célébrée en 1980 par Jean-Paul II sur le parvis de Notre-Dame à Paris en présence de Valéry Giscard d'Estaing.

En juin 2017, peu après sa première élection, Emmanuel Macron avait participé à l'iftar (dîner de rupture du jeûne) annuel du Conseil français du culte musulman (CFCM), l'instance représentative de la deuxième religion de France.



<https://i.notretemps.com/2000x1125/smart/2023/09/15/macron-lance-une-collecte-pour-le-patrimoine-relig-.jpg>



<https://i.notretemps.com/2000x1125/smart/2023/09/15/macron-lance-une-collecte-pour-le-patrimoine-relig-.jpg>



## Macron lance une collecte pour le patrimoine religieux et se dit "à sa place" à la messe du pape

**Une quête avant l'office: Emmanuel Macron a annoncé vendredi une souscription pour restaurer des milliers d'édifices religieux en péril et défendu sa participation, contestée à gauche, à la messe géante du pape François à Marseille dans une semaine.**

Recevez nos newsletters

Depuis la collégiale de Semur-en-Auxois, en Côte-d'Or, chef d'œuvre gothique dont la préservation est justement difficile pour cette commune de 4.200 habitants, le chef de l'Etat a lancé une collecte "pour mobiliser 200 millions d'euros sur 4 ans".

Sur 50.000 lieux de culte en France, environ 2.500 à 3.000 édifices, principalement des églises, seraient dans un état qui fait craindre pour leur sauvegarde. Pour une grande partie, ils appartiennent à des petites communes pour qui "ces investissements sont insoutenables", a rappelé Emmanuel Macron.

"Cela nourrit un sentiment d'indignation chez beaucoup de nos élus et nos habitants parce qu'il y a un attachement à ce patrimoine, que l'on croit ou que l'on ne croit pas", a-t-il estimé.

Cette collecte sera donc destinée uniquement aux communes de moins 10.000 habitants (20.000 en outre-mer). Les dons pourront être faits sur le site de la Fondation du patrimoine et seront déductibles des impôts à 75% (au lieu de 66%) dans la limite de 1.000 euros, comme cela a été le cas pour la reconstruction de Notre-Dame de Paris.

La Fondation du patrimoine sélectionnera les projets "en fonction de l'intérêt patrimonial de l'édifice, l'urgence et aussi la question de l'usage qui doit s'ouvrir aux concerts, expositions, conférences", a expliqué à l'AFP son président Guillaume Poitrinal.

"Cela colle à une réalité, et rejoint des besoins", a affirmé à l'AFP Gautier Mornas, responsable du département "Art Sacré" de la Conférence des évêques de France.

Pour Edouard de Lamaze, président de l'Observatoire du patrimoine religieux, la valeur de ces édifices "dépasse très largement le cadre religieux, et vient s'inscrire dans la vie quotidienne, le passé et l'avenir des Français".

Cette collecte vient s'ajouter au Loto du patrimoine, incarné depuis cinq ans par l'animateur Stéphane Bern. En cinq ans, 230 millions d'euros ont été ainsi recueillis au profit de 862 projets selon l'Elysée. Le président devait d'ailleurs se rendre dans l'après-midi au château de Bussy-Rabutin, lauréat de la première édition de ce loto en 2018.

Selon l'Elysée, la date de ces annonces est liée aux Journées du patrimoine ce week-end et fait suite à des engagements pris par le président lors de sa visite au Mont-Saint-Michel le 5 juin.

- "C'est ma place" -

Aucun lien donc avec la visite la semaine prochaine du pape François à Marseille, selon la présidence. Face aux critiques de la gauche, Emmanuel Macron a défendu sa décision d'assister à la messe que donnera le pape le 23 septembre.

"Je considère que c'est ma place d'y aller. Je n'irai pas en tant que catholique, j'irai comme président de la République qui est en effet laïque. Je n'aurai moi-même pas de pratique religieuse lors de cette messe", a-t-il justifié.

Emmanuel Macron a rappelé que le pape avait le rang de chef d'Etat et que sa présence ne remettait pas en cause la neutralité de l'Etat. "L'Etat est neutre. Les services publics sont neutres et nous préservons l'école aussi", a-t-il ajouté, dans une allusion à l'interdiction dans les établissements scolaires de l'abaya, une robe ample que portent des femmes musulmanes.

Dès mercredi, la possibilité qu'il assiste à cette messe, point d'orgue de la visite papale, avait suscité des critiques indignées de la gauche.

"Non monsieur le président. Ce n'est pas votre place d'aller à la messe du pape. Lui souhaiter la bienvenue à l'arrivée et même à son départ: oui, bien sûr. Mais l'État laïque ne reconnaît ni ne subventionne aucun culte", a ainsi estimé sur le réseau X le leader insoumis Jean-Luc Mélenchon. "Pas de cérémonie religieuse pour un élu en France".

La présence à une messe papale est une première pour un chef de l'Etat français depuis celle célébrée en 1980 par Jean-Paul II sur le parvis de Notre-Dame à Paris en présence de Valéry Giscard d'Estaing.

En juin 2017, peu après sa première élection, Emmanuel Macron avait participé à l'iftar (dîner de rupture du jeûne) annuel du Conseil français du culte musulman (CFCM), l'instance représentative de la deuxième religion de France.

Source : AFP

À CONSULTER AUSSI

Les dernières vidéos

Rugby : Daniel Pédaillé à propos des électrocardiogrammes

Aucun commentaire



<https://media.larepubliquedespyrenees.fr/16660060/1200x-1/pp-65048045a43f5e76639c2bef-ph0.jpg>

Le président français Emmanuel Macron à Semur-en-Auxois, en Côte-d'Or, le 15 septembre 2023 POOL/AFP - Ludovic MARIN



## Macron lance une collecte pour le patrimoine religieux et se dit "à sa place" à la messe du pape

**Paris - Une quête avant l'office: Emmanuel Macron a annoncé vendredi une souscription pour restaurer des milliers d'édifices religieux en péril et défendu sa participation, contestée à gauche, à la messe géante du pape François à Marseille dans une semaine.**

Depuis la collégiale de Semur-en-Auxois, en Côte-d'Or, chef d'œuvre gothique dont la préservation est justement difficile pour cette commune de 4.200 habitants, le chef de l'Etat a lancé une collecte pour mobiliser 200 millions d'euros sur 4 ans

Sur 50.000 lieux de culte en France, environ 2.500 à 3.000 édifices, principalement des églises, seraient dans un état qui fait craindre pour leur sauvegarde. Pour une grande partie, ils appartiennent à des petites communes pour qui ces investissements sont insoutenables, a rappelé Emmanuel Macron.

Cela nourrit un sentiment d'indignation chez beaucoup de nos élus et nos habitants parce qu'il y a un attachement à ce patrimoine, que l'on croit ou que l'on ne croit pas, a-t-il estimé.

Cette collecte sera donc destinée uniquement aux communes de moins 10.000 habitants (20.000 en outre-mer). Les dons pourront être faits sur le site de la Fondation du patrimoine et seront déductibles des impôts à 75% (au lieu de 66%) dans la limite de 1.000 euros, comme cela a été le cas pour la reconstruction de Notre-Dame de Paris.

La Fondation du patrimoine sélectionnera les projets en fonction de l'intérêt patrimonial de l'édifice, l'urgence et aussi la question de l'usage qui doit s'ouvrir aux concerts, expositions, conférences, a expliqué à l'AFP son président Guillaume Poitrinal.

Cela colle à une réalité, et rejoint des besoins, a affirmé à l'AFP Gautier Mornas, responsable du département Art Sacré de la Conférence des évêques de France.

Pour Edouard de Lamaze, président de l'Observatoire du patrimoine religieux, la valeur de ces édifices dépasse très largement le cadre religieux, et vient s'inscrire dans la vie quotidienne, le passé et l'avenir des Français

Cette collecte vient s'ajouter au Loto du patrimoine, incarné depuis cinq ans par l'animateur Stéphane Bern. En cinq ans, 230 millions d'euros ont été ainsi recueillis au profit de 862 projets selon

l'Elysée. Le président devait d'ailleurs se rendre dans l'après-midi au château de Bussy-Rabutin, lauréat de la première édition de ce loto en 2018.

Selon l'Elysée, la date de ces annonces est liée aux Journées du patrimoine ce week-end et fait suite à des engagements pris par le président lors de sa visite au Mont-Saint-Michel le 5 juin.

C'est ma place

Aucun lien donc avec la visite la semaine prochaine du pape François à Marseille, selon la présidence. Face aux critiques de la gauche, Emmanuel Macron a défendu sa décision d'assister à la messe que donnera le pape le 23 septembre.

Je considère que c'est ma place d'y aller. Je n'irai pas en tant que catholique, j'irai comme président de la République qui est en effet laïque. Je n'aurai moi-même pas de pratique religieuse lors de cette messe , a-t-il justifié.

Emmanuel Macron a rappelé que le pape avait le rang de chef d'Etat et que sa présence ne remettait pas en cause la neutralité de l'Etat. L'Etat est neutre. Les services publics sont neutres et nous préservons l'école aussi , a-t-il ajouté, dans une allusion à l'interdiction dans les établissements scolaires de l'abaya, une robe ample que portent des femmes musulmanes.

Le président français Emmanuel Macron (c), son épouse Brigitte Macron (3e à d) et la ministre française de la Culture Rima Abdul-Malak (2e à g) visitent la collégiale gothique Notre-Dame à Semur-en-Auxois, en Côte-d'Or, le 15 septembre 2023

© afp.com/Ludovic MARIN

Dès mercredi, la possibilité qu'il assiste à cette messe, point d'orgue de la visite papale, avait suscité des critiques indignées de la gauche.

Non monsieur le président. Ce n'est pas votre place d'aller à la messe du pape. Lui souhaiter la bienvenue à l'arrivée et même à son départ: oui, bien sûr. Mais l'État laïque ne reconnaît ni ne subventionne aucun culte , a ainsi estimé sur le réseau X le leader insoumis Jean-Luc Mélenchon. Pas de cérémonie religieuse pour un élu en France

La présence à une messe papale est une première pour un chef de l'Etat français depuis celle célébrée en 1980 par Jean-Paul II sur le parvis de Notre-Dame à Paris en présence de Valéry Giscard d'Estaing.

En juin 2017, peu après sa première élection, Emmanuel Macron avait participé à l'iftar (dîner de rupture du jeûne) annuel du

Conseil français du culte musulman (CFCM), l'instance représentative de la deuxième religion de France.



<https://www.lexpress.fr/resizer/PzL9EnfWHzHe4ghoYVtuADTyokg=/1200x630/cloudfront-eu-central-1.images.arcpublishing.com/lexpress/OT4FTNXHWNBKRF3KCDOXORUFPI.jpg>

Le président français Emmanuel Macron à Semur-en-Auxois, en Côte-d'Or, le 15 septembre 2023



<https://www.lexpress.fr/resizer/cZrScGVogVQSV7c72cXnEHnsLrQ=/970x548/cloudfront-eu-central-1.images.arcpublishing.com/lexpress/OT4FTNXHWNBKRF3KCDOXORUFPI.jpg>



<https://www.lexpress.fr/resizer/aeWXC-vb4FWP5K1BSFE3rAfyLvo=/883x0/cloudfront-eu-central-1.images.arcpublishing.com/lexpress/2F4-WRUCSGVDZTEUKLZLL36ACQA.jpg>





---

---

: GUADELOUPE FRANCEANTILLES

---

---

## Macron lance une collecte pour le patrimoine religieux et se dit "à sa place" à la messe du pape

**Une quête avant l'office: Emmanuel Macron a annoncé vendredi une souscription pour restaurer des milliers d'édifices religieux en péril et défendu**

sa participation, contestée à gauche, à la messe géante du pape François à Marseille dans une semaine.

Depuis la collégiale de Semur-en-Auxois, en Côte-d'Or, chef d'œuvre gothique dont la préservation est justement difficile pour cette commune de 4.200 habitants, le chef de l'Etat a lancé une collecte "pour mobiliser 200 millions d'euros sur 4 ans".

Sur 50.000 lieux de culte en France, environ 2.500 à 3.000 édifices, principalement des églises, seraient dans un état qui fait craindre pour leur sauvegarde. Pour une grande partie, ils appartiennent à des petites communes pour qui "ces investissements sont insoutenables", a rappelé Emmanuel Macron.

"Cela nourrit un sentiment d'indignation chez beaucoup de nos élus et nos habitants parce qu'il y a un attachement à ce patrimoine, que l'on croit ou que l'on ne croit pas", a-t-il estimé.

Cette collecte sera donc destinée uniquement aux communes de moins 10.000 habitants (20.000 en outre-mer). Les dons pourront être faits sur le site de la Fondation du patrimoine et seront déductibles des impôts à 75% (au lieu de 66%) dans la limite de 1.000 euros, comme cela a été le cas pour la reconstruction de Notre-Dame de Paris.

La Fondation du patrimoine sélectionnera les projets "en fonction de l'intérêt patrimonial de l'édifice, l'urgence et aussi la question de l'usage qui doit s'ouvrir aux concerts, expositions, conférences", a expliqué à l'AFP son président Guillaume Poitrinal.

"Cela colle à une réalité, et rejoint des besoins", a affirmé à l'AFP Gautier Mornas, responsable du département "Art Sacré" de la Conférence des évêques de France.

Pour Edouard de Lamaze, président de l'Observatoire du patrimoine religieux, la valeur de ces édifices "dépasse très largement le cadre religieux, et vient s'inscrire dans la vie quotidienne, le passé et l'avenir des Français".

Cette collecte vient s'ajouter au Loto du patrimoine, incarné depuis cinq ans par l'animateur Stéphane Bern. En cinq ans, 230 millions

d'euros ont été ainsi recueillis au profit de 862 projets selon l'Elysée. Le président devait d'ailleurs se rendre dans l'après-midi au château de Bussy-Rabutin, lauréat de la première édition de ce loto en 2018.

Selon l'Elysée, la date de ces annonces est liée aux Journées du patrimoine ce week-end et fait suite à des engagements pris par le président lors de sa visite au Mont-Saint-Michel le 5 juin.

"C'est ma place"

Aucun lien donc avec la visite la semaine prochaine du pape François à Marseille, selon la présidence. Face aux critiques de la gauche, Emmanuel Macron a défendu sa décision d'assister à la messe que donnera le pape le 23 septembre.

"Je considère que c'est ma place d'y aller. Je n'irai pas en tant que catholique, j'irai comme président de la République qui est en effet laïque. Je n'aurai moi-même pas de pratique religieuse lors de cette messe", a-t-il justifié.

Emmanuel Macron a rappelé que le pape avait le rang de chef d'Etat et que sa présence ne remettait pas en cause la neutralité de l'Etat. "L'Etat est neutre. Les services publics sont neutres et nous préservons l'école aussi", a-t-il ajouté, dans une allusion à l'interdiction dans les établissements scolaires de l'abaya, une robe ample que portent des femmes musulmanes.

Dès mercredi, la possibilité qu'il assiste à cette messe, point d'orgue de la visite papale, avait suscité des critiques indignées de la gauche.

"Non monsieur le président. Ce n'est pas votre place d'aller à la messe du pape. Lui souhaiter la bienvenue à l'arrivée et même à son départ: oui, bien sûr. Mais l'État laïque ne reconnaît ni ne subventionne aucun culte", a ainsi estimé sur le réseau X le leader insoumis Jean-Luc Mélenchon. "Pas de cérémonie religieuse pour un élu en France".

La présence à une messe papale est une première pour un chef de l'Etat français depuis celle célébrée en 1980 par Jean-Paul II sur le parvis de Notre-Dame à Paris en présence de Valéry Giscard d'Estaing.

En juin 2017, peu après sa première élection, Emmanuel Macron avait participé à l'iftar (dîner de rupture du jeûne) annuel du Conseil français du culte musulman (CFCM), l'instance représentative de la deuxième religion de France.

gbh-far/hr/sla

Macron: "C'est ma place" d'aller à la messe du pape à Marseille • Sylvain THIZY

Le président français Emmanuel Macron (c), son épouse Brigitte Macron (3e à d) et la ministre française de la Culture Rima Abdul-Malak (2e à g) visitent la collégiale gothique Notre-Dame à Semur-en-Auxois, en Côte-d'Or, le 15 septembre 2023 • Ludovic MARIN



[https://medias.franceantilles.fr/api/v1/images/view/65046df2c2b2d9634b42b07d/width\\_1000/image.jpg](https://medias.franceantilles.fr/api/v1/images/view/65046df2c2b2d9634b42b07d/width_1000/image.jpg)

Le président français Emmanuel Macron à Semur-en-Auxois, en Côte-d'Or, le 15 septembre 2023 • LUDOVIC MARIN



---

---

: FRANCE GUYANE

---

---

## Macron lance une collecte pour le patrimoine religieux et se dit "à sa place" à la messe du pape

**Une quête avant l'office: Emmanuel Macron a annoncé vendredi une souscription pour restaurer des milliers d'édifices religieux en péril et défendu**

sa participation, contestée à gauche, à la messe géante du pape François à Marseille dans une semaine.

Depuis la collégiale de Semur-en-Auxois, en Côte-d'Or, chef d'œuvre gothique dont la préservation est justement difficile pour cette commune de 4.200 habitants, le chef de l'Etat a lancé une collecte "pour mobiliser 200 millions d'euros sur 4 ans".

Sur 50.000 lieux de culte en France, environ 2.500 à 3.000 édifices, principalement des églises, seraient dans un état qui fait craindre pour leur sauvegarde. Pour une grande partie, ils appartiennent à des petites communes pour qui "ces investissements sont insoutenables", a rappelé Emmanuel Macron.

"Cela nourrit un sentiment d'indignation chez beaucoup de nos élus et nos habitants parce qu'il y a un attachement à ce patrimoine, que l'on croit ou que l'on ne croit pas", a-t-il estimé.

Cette collecte sera donc destinée uniquement aux communes de moins 10.000 habitants (20.000 en outre-mer). Les dons pourront être faits sur le site de la Fondation du patrimoine et seront déductibles des impôts à 75% (au lieu de 66%) dans la limite de 1.000 euros, comme cela a été le cas pour la reconstruction de Notre-Dame de Paris.

La Fondation du patrimoine sélectionnera les projets "en fonction de l'intérêt patrimonial de l'édifice, l'urgence et aussi la question de l'usage qui doit s'ouvrir aux concerts, expositions, conférences", a expliqué à l'AFP son président Guillaume Poitrinal.

"Cela colle à une réalité, et rejoint des besoins", a affirmé à l'AFP Gautier Mornas, responsable du département "Art Sacré" de la Conférence des évêques de France.

Pour Edouard de Lamaze, président de l'Observatoire du patrimoine religieux, la valeur de ces édifices "dépasse très largement le cadre religieux, et vient s'inscrire dans la vie quotidienne, le passé et l'avenir des Français".

Cette collecte vient s'ajouter au Loto du patrimoine, incarné depuis cinq ans par l'animateur Stéphane Bern. En cinq ans, 230 millions

d'euros ont été ainsi recueillis au profit de 862 projets selon l'Elysée. Le président devait d'ailleurs se rendre dans l'après-midi au château de Bussy-Rabutin, lauréat de la première édition de ce loto en 2018.

Selon l'Elysée, la date de ces annonces est liée aux Journées du patrimoine ce week-end et fait suite à des engagements pris par le président lors de sa visite au Mont-Saint-Michel le 5 juin.

"C'est ma place"

Aucun lien donc avec la visite la semaine prochaine du pape François à Marseille, selon la présidence. Face aux critiques de la gauche, Emmanuel Macron a défendu sa décision d'assister à la messe que donnera le pape le 23 septembre.

"Je considère que c'est ma place d'y aller. Je n'irai pas en tant que catholique, j'irai comme président de la République qui est en effet laïque. Je n'aurai moi-même pas de pratique religieuse lors de cette messe", a-t-il justifié.

Emmanuel Macron a rappelé que le pape avait le rang de chef d'Etat et que sa présence ne remettait pas en cause la neutralité de l'Etat. "L'Etat est neutre. Les services publics sont neutres et nous préservons l'école aussi", a-t-il ajouté, dans une allusion à l'interdiction dans les établissements scolaires de l'abaya, une robe ample que portent des femmes musulmanes.

Dès mercredi, la possibilité qu'il assiste à cette messe, point d'orgue de la visite papale, avait suscité des critiques indignées de la gauche.

"Non monsieur le président. Ce n'est pas votre place d'aller à la messe du pape. Lui souhaiter la bienvenue à l'arrivée et même à son départ: oui, bien sûr. Mais l'État laïque ne reconnaît ni ne subventionne aucun culte", a ainsi estimé sur le réseau X le leader insoumis Jean-Luc Mélenchon. "Pas de cérémonie religieuse pour un élu en France".

La présence à une messe papale est une première pour un chef de l'Etat français depuis celle célébrée en 1980 par Jean-Paul II sur le parvis de Notre-Dame à Paris en présence de Valéry Giscard d'Estaing.

En juin 2017, peu après sa première élection, Emmanuel Macron avait participé à l'iftar (dîner de rupture du jeûne) annuel du Conseil français du culte musulman (CFCM), l'instance représentative de la deuxième religion de France.

gbh-far/hr/sla

Macron: "C'est ma place" d'aller à la messe du pape à Marseille • Sylvain THIZY

Le président français Emmanuel Macron (c), son épouse Brigitte Macron (3e à d) et la ministre française de la Culture Rima Abdul-Malak (2e à g) visitent la collégiale gothique Notre-Dame à Semur-en-Auxois, en Côte-d'Or, le 15 septembre 2023 • Ludovic MARIN



[https://medias.franceantilles.fr/api/v1/images/view/65046df2c2b2d9634b42b07d/width\\_1000/image.jpg](https://medias.franceantilles.fr/api/v1/images/view/65046df2c2b2d9634b42b07d/width_1000/image.jpg)

Le président français Emmanuel Macron à Semur-en-Auxois, en Côte-d'Or, le 15 septembre 2023 • LUDOVIC MARIN



## Macron lance une collecte pour le patrimoine religieux et se dit "à sa place" à la messe du pape

**Une quête avant l'office: Emmanuel Macron a annoncé vendredi une souscription pour restaurer des milliers d'édifices religieux en péril et défendu**

sa participation, contestée à gauche, à la messe géante du pape François à Marseille dans une semaine.

Depuis la collégiale de Semur-en-Auxois, en Côte-d'Or, chef d'œuvre gothique dont la préservation est justement difficile pour cette commune de 4.200 habitants, le chef de l'Etat a lancé une collecte "pour mobiliser 200 millions d'euros sur 4 ans".

Sur 50.000 lieux de culte en France, environ 2.500 à 3.000 édifices, principalement des églises, seraient dans un état qui fait craindre pour leur sauvegarde. Pour une grande partie, ils appartiennent à des petites communes pour qui "ces investissements sont insoutenables", a rappelé

"Cela nourrit un sentiment d'indignation chez beaucoup de nos élus et nos habitants parce qu'il y a un attachement à ce patrimoine, que l'on croit ou que l'on ne croit pas", a-t-il estimé.

Cette collecte sera donc destinée uniquement aux communes de moins 10.000 habitants (20.000 en outre-mer). Les dons pourront être faits sur le site de la Fondation du patrimoine et seront déductibles des impôts à 75% (au lieu de 66%) dans la limite de 1.000 euros, comme cela a été le cas pour la reconstruction de Notre-Dame de Paris.

La Fondation du patrimoine sélectionnera les projets "en fonction de l'intérêt patrimonial de l'édifice, l'urgence et aussi la question de l'usage qui doit s'ouvrir aux concerts, expositions, conférences", a expliqué à l'AFP son président Guillaume Poitrinal.

"Cela colle à une réalité, et rejoint des besoins", a affirmé à l'AFP Gautier Mornas, responsable du département "Art Sacré" de la Conférence des évêques de France.

Pour Edouard de Lamaze, président de l'Observatoire du patrimoine religieux, la valeur de ces édifices "dépasse très largement le cadre religieux, et vient s'inscrire dans la vie quotidienne, le passé et l'avenir des Français".

Cette collecte vient s'ajouter au Loto du patrimoine, incarné depuis cinq ans par l'animateur Stéphane Bern. En cinq ans, 230 millions

d'euros ont été ainsi recueillis au profit de 862 projets selon l'Elysée. Le président devait d'ailleurs se rendre dans l'après-midi au château de Bussy-Rabutin, lauréat de la première édition de ce loto en 2018.

Selon l'Elysée, la date de ces annonces est liée aux Journées du patrimoine ce week-end et fait suite à des engagements pris par le président lors de sa visite au Mont-Saint-Michel le 5 juin.

- "C'est ma place" -

Aucun lien donc avec la visite la semaine prochaine du François à Marseille, selon la présidence. Face aux critiques de la gauche, Emmanuel Macron a défendu sa décision d'assister à la messe que donnera le pape le 23 septembre.

"Je considère que c'est ma place d'y aller. Je n'irai pas en tant que catholique, j'irai comme président de la République qui est en effet laïque. Je n'aurai moi-même pas de pratique religieuse lors de cette messe", a-t-il justifié.

Emmanuel Macron a rappelé que le pape avait le rang de chef d'Etat et que sa présence ne remettait pas en cause la neutralité de l'Etat. "L'Etat est neutre. Les services publics sont neutres et nous préservons l'école aussi", a-t-il ajouté, dans une allusion à l'interdiction dans les établissements scolaires de l'abaya, une robe ample que portent des femmes musulmanes.

Dès mercredi, la possibilité qu'il assiste à cette messe, point d'orgue de la visite papale, avait suscité des critiques indignées de la gauche.

"Non monsieur le président. Ce n'est pas votre place d'aller à la messe du pape. Lui souhaiter la bienvenue à l'arrivée et même à son départ: oui, bien sûr. Mais l'État laïque ne reconnaît ni ne subventionne aucun culte", a ainsi estimé sur le réseau X le leader insoumis Jean-Luc Mélenchon. "Pas de cérémonie religieuse pour un élu en France".

La présence à une messe papale est une première pour un chef de l'Etat français depuis celle célébrée en 1980 par Jean-Paul II sur le parvis de Notre-Dame à Paris en présence de Valéry Giscard d'Estaing.

En juin 2017, peu après sa première élection, Emmanuel Macron avait participé à l'iftar (dîner de rupture du jeûne) annuel du Conseil français du culte musulman (CFCM), l'instance représentative de la deuxième religion de France.

Un service en partenariat avec



<https://img-4.linternaute.com/0WrZmzM9avMzxpS9d4SmlI85yD4=/1500x/smart/f9badf1fe4274d64962e1c8d414ea0de/ccmcms-linternaute/49054109.jpg>



<https://img-4.linternaute.com/0WrZmzM9avMzxpS9d4SmlI85yD4=/1500x/smart/f9badf1fe4274d64962e1c8d414ea0de/ccmcms-linternaute/49054109.jpg>



## Macron lance une collecte pour le patrimoine religieux et se dit "à sa place" à la messe du pape

Une quête avant l'office: Emmanuel Macron a annoncé vendredi une souscription pour restaurer des milliers d'édifices religieux en péril et défendu sa participation, contestée à gauche, à la messe géante du pape François à Marseille dans une semaine.

Depuis la collégiale de Semur-en-Auxois, en Côte-d'Or, chef d'œuvre gothique dont la préservation est justement difficile pour cette commune de 4.200 habitants, le chef de l'Etat a lancé une collecte "pour mobiliser 200 millions d'euros sur 4 ans".

Sur 50.000 lieux de culte en France, environ 2.500 à 3.000 édifices, principalement des églises, seraient dans un état qui fait craindre pour leur sauvegarde. Pour une grande partie, ils appartiennent à des petites communes pour qui "ces investissements sont insoutenables", a rappelé Emmanuel Macron.

"Cela nourrit un sentiment d'indignation chez beaucoup de nos élus et nos habitants parce qu'il y a un attachement à ce patrimoine, que l'on croit ou que l'on ne croit pas", a-t-il estimé.

Cette collecte sera donc destinée uniquement aux communes de moins 10.000 habitants (20.000 en outre-mer). Les dons pourront être faits sur le site de la Fondation du patrimoine et seront déductibles des impôts à 75% (au lieu de 66%) dans la limite de 1.000 euros, comme cela a été le cas pour la reconstruction de Notre-Dame de Paris.

La Fondation du patrimoine sélectionnera les projets "en fonction de l'intérêt patrimonial de l'édifice, l'urgence et aussi la question de l'usage qui doit s'ouvrir aux concerts, expositions, conférences", a expliqué à l'AFP son président Guillaume Poitrinal.

"Cela colle à une réalité, et rejoint des besoins", a affirmé à l'AFP Gautier Mornas, responsable du département "Art Sacré" de la Conférence des évêques de France.

Pour Edouard de Lamaze, président de l'Observatoire du patrimoine religieux, la valeur de ces édifices "dépassé très largement le cadre religieux, et vient s'inscrire dans la vie quotidienne, le passé et l'avenir des Français".

Cette collecte vient s'ajouter au Loto du patrimoine, incarné depuis cinq ans par l'animateur Stéphane Bern. En cinq ans, 230 millions d'euros ont été ainsi recueillis au profit de 862 projets selon l'Elysée. Le président devait d'ailleurs se rendre dans l'après-midi

au château de Bussy-Rabutin, lauréat de la première édition de ce loto en 2018.

Selon l'Elysée, la date de ces annonces est liée aux Journées du patrimoine ce week-end et fait suite à des engagements pris par le président lors de sa visite au Mont-Saint-Michel le 5 juin.

- "C'est ma place" -

Aucun lien donc avec la visite la semaine prochaine du pape François à Marseille, selon la présidence. Face aux critiques de la gauche, Emmanuel Macron a défendu sa décision d'assister à la messe que donnera le pape le 23 septembre.

"Je considère que c'est ma place d'y aller. Je n'irai pas en tant que catholique, j'irai comme président de la République qui est en effet laïque. Je n'aurai moi-même pas de pratique religieuse lors de cette messe", a-t-il justifié.

Emmanuel Macron a rappelé que le pape avait le rang de chef d'Etat et que sa présence ne remettait pas en cause la neutralité de l'Etat. "L'Etat est neutre. Les services publics sont neutres et nous préservons l'école aussi", a-t-il ajouté, dans une allusion à l'interdiction dans les établissements scolaires de l'abaya, une robe ample que portent des femmes musulmanes.

Dès mercredi, la possibilité qu'il assiste à cette messe, point d'orgue de la visite papale, avait suscité des critiques indignées de la gauche.

"Non monsieur le président. Ce n'est pas votre place d'aller à la messe du pape. Lui souhaiter la bienvenue à l'arrivée et même à son départ: oui, bien sûr. Mais l'État laïque ne reconnaît ni ne subventionne aucun culte", a ainsi estimé sur le réseau X le leader insoumis Jean-Luc Mélenchon. "Pas de cérémonie religieuse pour un élu en France".

La présence à une messe papale est une première pour un chef de l'Etat français depuis celle célébrée en 1980 par Jean-Paul II sur le parvis de Notre-Dame à Paris en présence de Valéry Giscard d'Estaing.

En juin 2017, peu après sa première élection, Emmanuel Macron avait participé à l'iftar (dîner de rupture du jeûne) annuel du Conseil français du culte musulman (CFCM), l'instance représentative de la deuxième religion de France.

*par Afp*



## Macron lance une collecte pour le patrimoine religieux et se dit "à sa place" à la messe du pape

Une quête avant l'office: Emmanuel Macron a annoncé vendredi une souscription pour restaurer des milliers d'édifices religieux en péril et défendu sa participation, contestée à gauche, à la messe géante du pape François à Marseille dans une semaine.

Depuis la collégiale de Semur-en-Auxois, en Côte-d'Or, chef d'œuvre gothique dont la préservation est justement difficile pour cette commune de 4.200 habitants, le chef de l'Etat a lancé une collecte "pour mobiliser 200 millions d'euros sur quatre ans".

Sur 50.000 lieux de culte en France, environ 2.500 à 3.000 édifices, principalement des églises, seraient dans un état qui fait craindre pour leur sauvegarde. Pour une grande partie, ils appartiennent à des petites communes pour qui "ces investissements sont insoutenables", a rappelé Emmanuel Macron.

"Cela nourrit un sentiment d'indignation chez beaucoup de nos élus et nos habitants parce qu'il y a un attachement à ce patrimoine, que l'on croit ou que l'on ne croit pas", a-t-il estimé.

Cette collecte sera donc destinée uniquement aux communes de moins 10.000 habitants (20.000 en outre-mer). Les dons pourront être faits sur le site de la Fondation du patrimoine et seront déductibles des impôts à 75% (au lieu de 66%) dans la limite de 1.000 euros, comme cela a été le cas pour la reconstruction de Notre-Dame de Paris.

Un détail qui vise "aussi, entre les lignes, à dire aux grandes fortunes" que "l'enjeu est au même niveau d'importance", a glissé à l'AFP la ministre de la Culture, Rima Abdul-Malak, en marge du déplacement bourguignon, ajoutant espérer que les plus riches "comprendront ce message d'eux-mêmes".

Organisatrice de cette souscription, la Fondation du patrimoine sélectionnera les projets "en fonction de l'intérêt patrimonial de l'édifice, l'urgence et aussi la question de l'usage qui doit s'ouvrir aux concerts, expositions, conférences", a expliqué à l'AFP son président Guillaume Poitrinal.

"Cela colle à une réalité, et rejoint des besoins", a affirmé à l'AFP Gautier Mornas, responsable du département Art sacré de la Conférence des évêques de France.

Pour Edouard de Lamaze, président de l'Observatoire du patrimoine religieux, la valeur de ces édifices "dépasse très largement le

cadre religieux, et vient s'inscrire dans la vie quotidienne, le passé et l'avenir des Français".

Cette collecte vient s'ajouter au Loto du patrimoine, incarné depuis cinq ans par l'animateur Stéphane Bern. En cinq ans, 230 millions d'euros ont été ainsi recueillis au profit de 862 projets selon l'Elysée. Le président s'est d'ailleurs rendu dans l'après-midi au château de Bussy-Rabutin, lauréat de la première édition de ce loto en 2018.

- "C'est ma place" -

Selon l'Elysée, la date de ces annonces est liée aux Journées du patrimoine ce weekend et fait suite à des engagements pris par le président lors de sa visite au Mont-Saint-Michel le 5 juin.

Aucun lien donc avec la visite la semaine prochaine du pape François à Marseille, selon la présidence. Face aux critiques de la gauche, Emmanuel Macron a défendu sa décision d'assister à la messe que donnera le pape le 23 septembre.

"Je considère que c'est ma place d'y aller. Je n'irai pas en tant que catholique, j'irai comme président de la République qui est en effet laïque. Je n'aurai moi-même pas de pratique religieuse lors de cette messe", a-t-il justifié.

Emmanuel Macron a rappelé que le pape avait le rang de chef d'Etat et que sa présence ne remettait pas en cause la neutralité de l'Etat. "L'Etat est neutre. Les services publics sont neutres et nous préservons l'école aussi", a-t-il ajouté, dans une allusion à l'interdiction dans les établissements scolaires de l'abaya, une robe ample que portent des femmes musulmanes.

Dès mercredi, la possibilité qu'il assiste à cette messe, point d'orgue de la visite papale, avait suscité des critiques indignées de la gauche.

"Non monsieur le président. Ce n'est pas votre place d'aller à la messe du pape. Lui souhaiter la bienvenue à l'arrivée et même à son départ: oui, bien sûr. Mais l'État laïque ne reconnaît ni ne subventionne aucun culte", a ainsi estimé sur le réseau X (anciennement Twitter) le leader insoumis Jean-Luc Mélenchon. "Pas de cérémonie religieuse pour un élu en France".

La présence à une messe papale est une première pour un chef de l'Etat français depuis celle célébrée en 1980 par Jean-Paul II sur le parvis de Notre-Dame à Paris en présence de Valéry Giscard d'Estaing.

En juin 2017, peu après sa première élection, Emmanuel Macron avait participé à l'iftar (dîner de rupture du jeûne) annuel du Conseil français du culte musulman (CFCM), l'instance représentative de la deuxième religion de France.

*par Afp*



## Macron lance une collecte pour le patrimoine religieux et se dit "à sa place" à la messe du pape

### **Une quête avant l'office: Emmanuel Macron a annoncé vendredi une souscription pour restaurer des milliers d'édifices religieux en péril et défendu**

sa participation, contestée à gauche, à la messe géante du pape François à Marseille dans une semaine.

Une quête avant l'office: Emmanuel Macron a annoncé vendredi une souscription pour restaurer des milliers d'édifices religieux en péril et défendu sa participation, contestée à gauche, à la messe géante du pape François à Marseille dans une semaine.

Depuis la collégiale de Semur-en-Auxois, en Côte-d'Or, chef d'œuvre gothique dont la préservation est justement difficile pour cette commune de 4.200 habitants, le chef de l'Etat a lancé une collecte "pour mobiliser 200 millions d'euros sur 4 ans".

Sur 50.000 lieux de culte en France, environ 2.500 à 3.000 édifices, principalement des églises, seraient dans un état qui fait craindre pour leur sauvegarde. Pour une grande partie, ils appartiennent à des petites communes pour qui "ces investissements sont insoutenables", a rappelé Emmanuel Macron.

"Cela nourrit un sentiment d'indignation chez beaucoup de nos élus et nos habitants parce qu'il y a un attachement à ce patrimoine, que l'on croit ou que l'on ne croit pas", a-t-il estimé.

Cette collecte sera donc destinée uniquement aux communes de moins 10.000 habitants (20.000 en outre-mer). Les dons pourront être faits sur le site de la Fondation du patrimoine et seront déductibles des impôts à 75% (au lieu de 66%) dans la limite de 1.000 euros, comme cela a été le cas pour la reconstruction de Notre-Dame de Paris.

La Fondation du patrimoine sélectionnera les projets "en fonction de l'intérêt patrimonial de l'édifice, l'urgence et aussi la question de l'usage qui doit s'ouvrir aux concerts, expositions, conférences", a expliqué à l'AFP son président Guillaume Poitrinal.

"Cela colle à une réalité, et rejoint des besoins", a affirmé à l'AFP Gautier Mornas, responsable du département "Art Sacré" de la Conférence des évêques de France.

Pour Edouard de Lamaze, président de l'Observatoire du patrimoine religieux, la valeur de ces édifices "dépassé très largement le

cadre religieux, et vient s'inscrire dans la vie quotidienne, le passé et l'avenir des Français".

Cette collecte vient s'ajouter au Loto du patrimoine, incarné depuis cinq ans par l'animateur Stéphane Bern. En cinq ans, 230 millions d'euros ont été ainsi recueillis au profit de 862 projets selon l'Elysée. Le président devait d'ailleurs se rendre dans l'après-midi au château de Bussy-Rabutin, lauréat de la première édition de ce loto en 2018.

Selon l'Elysée, la date de ces annonces est liée aux Journées du patrimoine ce week-end et fait suite à des engagements pris par le président lors de sa visite au Mont-Saint-Michel le 5 juin.

- "C'est ma place" -

Aucun lien donc avec la visite la semaine prochaine du pape François à Marseille, selon la présidence. Face aux critiques de la gauche, Emmanuel Macron a défendu sa décision d'assister à la messe que donnera le pape le 23 septembre.

"Je considère que c'est ma place d'y aller. Je n'irai pas en tant que catholique, j'irai comme président de la République qui est en effet laïque. Je n'aurai moi-même pas de pratique religieuse lors de cette messe", a-t-il justifié.

Emmanuel Macron a rappelé que le pape avait le rang de chef d'Etat et que sa présence ne remettait pas en cause la neutralité de l'Etat. "L'Etat est neutre. Les services publics sont neutres et nous préservons l'école aussi", a-t-il ajouté, dans une allusion à l'interdiction dans les établissements scolaires de l'abaya, une robe ample que portent des femmes musulmanes.

Le président français Emmanuel Macron (c), son épouse Brigitte Macron (3e à d) et la ministre française de la Culture Rima Abdul-Malak (2e à g) visitent la collégiale gothique Notre-Dame à Semur-en-Auxois, en Côte-d'Or, le 15 septembre 2023

Ludovic MARIN - POOL/AFP

Dès mercredi, la possibilité qu'il assiste à cette messe, point d'orgue de la visite papale, avait suscité des critiques indignées de la gauche.

"Non monsieur le président. Ce n'est pas votre place d'aller à la messe du pape. Lui souhaiter la bienvenue à l'arrivée et même à son départ: oui, bien sûr. Mais l'État laïque ne reconnaît ni ne subventionne aucun culte", a ainsi estimé sur le réseau X le leader insoumis Jean-Luc Mélenchon. "Pas de cérémonie religieuse pour un élu en France".

La présence à une messe papale est une première pour un chef de l'Etat français depuis celle célébrée en 1980 par Jean-Paul II sur le



parvis de Notre-Dame à Paris en présence de Valéry Giscard d'Estaing.

En juin 2017, peu après sa première élection, Emmanuel Macron avait participé à l'iftar (dîner de rupture du jeûne) annuel du Conseil français du culte musulman (CFCM), l'instance représentative de la deuxième religion de France.

Par Gabriel BOUROVITCH / Paris (AFP) / © 2023 AFP



<https://www.sudradio.fr/wp-content/uploads/2023/09/7e0a0ff5cee7d319dc019c2e3ef5b6d4dcfe680b.jpg>

Ludovic MARIN - POOL/AFP



<https://www.sudradio.fr/wp-content/uploads/2023/09/42dc5665275a030a1254c926ef2134f5abae3626.jpg>



## Macron lance une collecte pour le patrimoine religieux et se dit "à sa place" à la messe du pape

**U ne quête avant l'office: Emmanuel Macron a annoncé vendredi une souscription pour restaurer des milliers d'édifices religieux en péril et défendu**

sa participation, contestée à gauche, à la messe géante du pape François à Marseille dans une semaine.

Depuis la collégiale de Semur-en-Auxois, en Côte-d'Or, chef d'oeuvre gothique dont la préservation est justement difficile pour cette commune de 4.200 habitants, le chef de l'Etat a lancé une collecte "pour mobiliser 200 millions d'euros sur 4 ans".

Sur 50.000 lieux de culte en France, environ 2.500 à 3.000 édifices, principalement des églises, seraient dans un état qui fait craindre pour leur sauvegarde. Pour une grande partie, ils appartiennent à des petites communes pour qui "ces investissements sont insoutenables", a rappelé Emmanuel Macron.

"Cela nourrit un sentiment d'indignation chez beaucoup de nos élus et nos habitants parce qu'il y a un attachement à ce patrimoine, que l'on croit ou que l'on ne croit pas", a-t-il estimé.

Cette collecte sera donc destinée uniquement aux communes de moins 10.000 habitants (20.000 en outre-mer). Les dons pourront être faits sur le site de la Fondation du patrimoine et seront déductibles des impôts à 75 % (au lieu de 66 %) dans la limite de 1.000 euros, comme cela a été le cas pour la reconstruction de Notre-Dame de Paris

La Fondation du patrimoine sélectionnera les projets "en fonction de l'intérêt patrimonial de l'édifice, l'urgence et aussi la question de l'usage qui doit s'ouvrir aux concerts, expositions, conférences", a expliqué à l'AFP son président Guillaume Poitrinal.

"Cela colle à une réalité, et rejoint des besoins", a affirmé à l'AFP Gautier Mornas, responsable du département "Art Sacré" de la Conférence des évêques de France.

Pour Edouard de Lamaze, président de l'Observatoire du patrimoine religieux, la valeur de ces édifices "dépasse très largement le cadre religieux, et vient s'inscrire dans la vie quotidienne, le passé et l'avenir des Français".

Cette collecte vient s'ajouter au Loto du patrimoine, incarné depuis cinq ans par l'animateur Stéphane Bern. En cinq ans, 230 millions

d'euros ont été ainsi recueillis au profit de 862 projets selon l'Elysée. Le président devait d'ailleurs se rendre dans l'après-midi au château de Bussy-Rabutin, lauréat de la première édition de ce loto en 2018.

Selon l'Elysée, la date de ces annonces est liée aux Journées du patrimoine ce week-end et fait suite à des engagements pris par le président lors de sa visite au Mont-Saint-Michel le 5 juin.

"C'est ma place"

Aucun lien donc avec la visite la semaine prochaine du pape François à Marseille, selon la présidence. Face aux critiques de la gauche, Emmanuel Macron a défendu sa décision d'assister à la messe que donnera le pape le 23 septembre.

"Je considère que c'est ma place d'y aller. Je n'irai pas en tant que catholique, j'irai comme président de la République qui est en effet laïque. Je n'aurai moi-même pas de pratique religieuse lors de cette messe", a-t-il justifié.

Emmanuel Macron a rappelé que le pape avait le rang de chef d'Etat et que sa présence ne remettait pas en cause la neutralité de l'Etat. "L'Etat est neutre. Les services publics sont neutres et nous préservons l'école aussi", a-t-il ajouté, dans une allusion à l'interdiction dans les établissements scolaires de l'abaya, une robe ample que portent des femmes musulmanes.

Dès mercredi, la possibilité qu'il assiste à cette messe, point d'orgue de la visite papale, avait suscité des critiques indignées de la gauche.

"Non monsieur le président. Ce n'est pas votre place d'aller à la messe du pape. Lui souhaiter la bienvenue à l'arrivée et même à son départ: oui, bien sûr. Mais l'État laïque ne reconnaît ni ne subventionne aucun culte", a ainsi estimé sur le réseau X le leader insoumis Jean-Luc Mélenchon. "Pas de cérémonie religieuse pour un élu en France".

La présence à une messe papale est une première pour un chef de l'Etat français depuis celle célébrée en 1980 par Jean-Paul II sur le parvis de Notre-Dame à Paris en présence de Valéry Giscard d'Estaing.

En juin 2017, peu après sa première élection, Emmanuel Macron avait participé à l'iftar (dîner de rupture du jeûne) annuel du Conseil français du culte musulman (CFCM), l'instance représentative de la deuxième religion de France.

15/09/2023 16:42:04 - Paris (AFP) - © 2023 AFP

[https://static.lpnt.fr/images/2023/09/15/25198434lpw-25198432-mega-une-jpg\\_9769893.jpg](https://static.lpnt.fr/images/2023/09/15/25198434lpw-25198432-mega-une-jpg_9769893.jpg)



[https://static.lpnt.fr/images/2023/09/15/25198434lpw-25198432-mega-une-jpg\\_9769893.jpg](https://static.lpnt.fr/images/2023/09/15/25198434lpw-25198432-mega-une-jpg_9769893.jpg)

Macron lance une collecte pour le patrimoine religieux et se dit "à sa place" à la messe du pape © POOL/AFP



## Macron lance une collecte pour le patrimoine religieux et se dit "à sa place" à la messe du pape

**Paris (AFP) - Une quête avant l'office: Emmanuel Macron a annoncé vendredi une souscription pour restaurer des milliers d'édifices religieux en**

péril et défendu sa participation, contestée à gauche, à la messe géante du pape François à Marseille dans une semaine.

Publié le : Modifié le :

Depuis la collégiale de Semur-en-Auxois, en Côte-d'Or, chef d'œuvre gothique dont la préservation est justement difficile pour cette commune de 4.200 habitants, le chef de l'Etat a lancé une collecte "pour mobiliser 200 millions d'euros sur 4 ans".

Sur 50.000 lieux de culte en France, environ 2.500 à 3.000 édifices, principalement des églises, seraient dans un état qui fait craindre pour leur sauvegarde. Pour une grande partie, ils appartiennent à des petites communes pour qui "ces investissements sont insoutenables", a rappelé Emmanuel Macron.

Cette collecte sera donc destinée uniquement aux communes de moins 10.000 habitants (20.000 en outre-mer). Les dons pourront être faits sur le site de la Fondation du patrimoine et seront déductibles des impôts à 75% (au lieu de 66%) dans la limite de 1.000 euros, comme cela a été le cas pour la reconstruction de Notre-Dame de Paris.

La Fondation du patrimoine sélectionnera les projets "en fonction de l'intérêt patrimonial de l'édifice, l'urgence et aussi la question de l'usage qui doit s'ouvrir aux concerts, expositions, conférences", a expliqué à l'AFP son président Guillaume Poitrinal.

"Cela colle à une réalité, et rejoint des besoins", a affirmé à l'AFP Gautier Mornas, responsable du département "Art Sacré" de la Conférence des évêques de France.

Pour Edouard de Lamaze, président de l'Observatoire du patrimoine religieux, la valeur de ces édifices "dépassé très largement le cadre religieux, et vient s'inscrire dans la vie quotidienne, le passé et l'avenir des Français".

Cette collecte vient s'ajouter au Loto du patrimoine, incarné depuis cinq ans par l'animateur Stéphane Bern. En cinq ans, 230 millions d'euros ont été ainsi recueillis au profit de 862 projets selon l'Elysée. Le président devait d'ailleurs se rendre dans l'après-midi

au château de Bussy-Rabutin, lauréat de la première édition de ce loto en 2018.

Selon l'Elysée, la date de ces annonces est liée aux Journées du patrimoine ce week-end et fait suite à des engagements pris par le président lors de sa visite au Mont-Saint-Michel le 5 juin.

"C'est ma place"

Aucun lien donc avec la visite la semaine prochaine du pape François à Marseille, selon la présidence. Face aux critiques de la gauche, Emmanuel Macron a défendu sa décision d'assister à la messe que donnera le pape le 23 septembre.

"Je considère que c'est ma place d'y aller. Je n'irai pas en tant que catholique, j'irai comme président de la République qui est en effet laïque. Je n'aurai moi-même pas de pratique religieuse lors de cette messe", a-t-il justifié.

Emmanuel Macron a rappelé que le pape avait le rang de chef d'Etat et que sa présence ne remettait pas en cause la neutralité de l'Etat. "L'Etat est neutre. Les services publics sont neutres et nous préservons l'école aussi", a-t-il ajouté, dans une allusion à l'interdiction dans les établissements scolaires de l'abaya, une robe ample que portent des femmes musulmanes.

Dès mercredi, la possibilité qu'il assiste à cette messe, point d'orgue de la visite papale, avait suscité des critiques indignées de la gauche.

Le président français Emmanuel Macron (c), son épouse Brigitte Macron (3e à d) et la ministre française de la Culture Rima Abdul-Malak (2e à g) visitent la collégiale gothique Notre-Dame à Semur-en-Auxois, en Côte-d'Or, le 15 septembre 2023

© Ludovic MARIN / POOL/AFP

"Non monsieur le président. Ce n'est pas votre place d'aller à la messe du pape. Lui souhaiter la bienvenue à l'arrivée et même à son départ: oui, bien sûr. Mais l'État laïque ne reconnaît ni ne subventionne aucun culte", a ainsi estimé sur le réseau X le leader insoumis Jean-Luc Mélenchon. "Pas de cérémonie religieuse pour un élu en France".

La présence à une messe papale est une première pour un chef de l'Etat français depuis celle célébrée en 1980 par Jean-Paul II sur le parvis de Notre-Dame à Paris en présence de Valéry Giscard d'Estaing.

En juin 2017, peu après sa première élection, Emmanuel Macron avait participé à l'iftar (dîner de rupture du jeûne) annuel du Conseil français du culte musulman (CFCM), l'instance représentative de la deuxième religion de France.



<https://s.france24.com/media/display/30f91376-53d6-11ee-be1c-005056bf30b7/w:1280/p:16x9/774518f7f775779725e01da64dbd7f285ef97032.jpg>



## France/Monde

### **Macron lance une collecte pour le patrimoine religieux et se dit "à sa place" à la messe du pape**

AFP

PHOTO AFP / Ludovic MARIN

PHOTO AFP / Ludovic MARIN

Une quête avant l'office: Emmanuel Macron a annoncé vendredi une souscription pour restaurer des milliers d'édifices religieux en péril et défendu sa participation, contestée à gauche, à la messe géante du pape François à Marseille dans une semaine

Depuis la collégiale de Semur-en-Auxois, en Côte-d'Or, chef d'œuvre gothique dont la préservation est justement difficile pour cette commune de 4.200 habitants, le chef de l'Etat a lancé une collecte "pour mobiliser 200 millions d'euros sur 4 ans".

Sur 50.000 lieux de culte en France, environ 2.500 à 3.000 édifices, principalement des églises, seraient dans un état qui fait craindre pour leur sauvegarde. Pour une grande partie, ils appartiennent à des petites communes pour qui "ces investissements sont insoutenables", a rappelé Emmanuel Macron.

"Cela nourrit un sentiment d'indignation chez beaucoup de nos élus et nos habitants parce qu'il y a un attachement à ce patrimoine, que l'on croit ou que l'on ne croit pas", a-t-il estimé.

Cette collecte sera donc destinée uniquement aux communes de moins 10.000 habitants (20.000 en outre-mer). Les dons pourront être faits sur le site de la Fondation du patrimoine et seront déductibles des impôts à 75% (au lieu de 66%) dans la limite de 1.000 euros, comme cela a été le cas pour la reconstruction de Notre-Dame de Paris.

La Fondation du patrimoine sélectionnera les projets "en fonction de l'intérêt patrimonial de l'édifice, l'urgence et aussi la question de l'usage qui doit s'ouvrir aux concerts, expositions, conférences", a expliqué à l'AFP son président Guillaume Poitrinal.

"Cela colle à une réalité, et rejoint des besoins", a affirmé à l'AFP Gautier Mornas, responsable du département "Art Sacré" de la Conférence des évêques de France.



Pour Edouard de Lamaze, président de l'Observatoire du patrimoine religieux, la valeur de ces édifices "dépassé très largement le cadre religieux, et vient s'inscrire dans la vie quotidienne, le passé et l'avenir des Français".

Cette collecte vient s'ajouter au Loto du patrimoine, incarné depuis cinq ans par l'animateur Stéphane Bern. En cinq ans, 230 millions d'euros ont été ainsi recueillis au profit de 862 projets selon l'Elysée. Le président devait d'ailleurs se rendre dans l'après-midi au château de Bussy-Rabutin, lauréat de la première édition de ce loto en 2018.

Selon l'Elysée, la date de ces annonces est liée aux Journées du patrimoine ce week-end et fait suite à des engagements pris par le président lors de sa visite au Mont-Saint-Michel le 5 juin.

- "C'est ma place" -

Aucun lien donc avec la visite la semaine prochaine du pape François à Marseille, selon la présidence. Face aux critiques de la gauche, Emmanuel Macron a défendu sa décision d'assister à la messe que donnera le pape le 23 septembre.

"Je considère que c'est ma place d'y aller. Je n'irai pas en tant que catholique, j'irai comme président de la République qui est en effet laïque. Je n'aurai moi-même pas de pratique religieuse lors de cette messe", a-t-il justifié.

Emmanuel Macron a rappelé que le pape avait le rang de chef d'Etat et que sa présence ne remettait pas en cause la neutralité de l'Etat. "L'Etat est neutre. Les services publics sont neutres et nous préservons l'école aussi", a-t-il ajouté, dans une allusion à l'interdiction dans les établissements scolaires de l'abaya, une robe ample que portent des femmes musulmanes.

Dès mercredi, la possibilité qu'il assiste à cette messe, point d'orgue de la visite papale, avait suscité des critiques indignées de la gauche.

"Non monsieur le président. Ce n'est pas votre place d'aller à la messe du pape. Lui souhaiter la bienvenue à l'arrivée et même à son départ: oui, bien sûr. Mais l'État laïque ne reconnaît ni ne subventionne aucun culte", a ainsi estimé sur le réseau X le leader insoumis Jean-Luc Mélenchon. "Pas de cérémonie religieuse pour un élu en France".

La présence à une messe papale est une première pour un chef de l'Etat français depuis celle célébrée en 1980 par Jean-Paul II sur le parvis de Notre-Dame à Paris en présence de Valéry Giscard d'Estaing.

En juin 2017, peu après sa première élection, Emmanuel Macron avait participé à l'iftar (dîner de rupture du jeûne) annuel du

Conseil français du culte musulman (CFCM), l'instance représentative de la deuxième religion de France.

Tous les articles en illimité

Le journal du jour disponible dès 5h

Chargement...



<https://images.corsematin.com/v1/crop=1800x1200@0x93.75/cover=993x520/image:media/afp/774518f7f775779725e01-da64dbd7f285ef97032.jpg>

*par Ludovic Marin*



## Macron lance une collecte pour le patrimoine religieux et se dit "à sa place" à la messe du pape

**Une quête avant l'office: Emmanuel Macron a annoncé vendredi une souscription pour restaurer des milliers d'édifices religieux en péril et défendu sa participation, contestée à gauche, à la messe géante du pape François à Marseille dans une semaine**

Inscrivez vous à la newsletter Actualités

Les sujets d'actualité incontournables 3 fois par semaine

Le lundi, mercredi et vendredi à 7h

Depuis la collégiale de Semur-en-Auxois, en Côte-d'Or, chef d'œuvre gothique dont la préservation est justement difficile pour cette commune de 4.200 habitants, le chef de l'Etat a lancé une collecte "pour mobiliser 200 millions d'euros sur 4 ans".

Sur 50.000 lieux de culte en France, environ 2.500 à 3.000 édifices, principalement des églises, seraient dans un état qui fait craindre pour leur sauvegarde. Pour une grande partie, ils appartiennent à des petites communes pour qui "ces investissements sont insoutenables", a rappelé Emmanuel Macron.

"Cela nourrit un sentiment d'indignation chez beaucoup de nos élus et nos habitants parce qu'il y a un attachement à ce patrimoine, que l'on croit ou que l'on ne croit pas", a-t-il estimé.

Cette collecte sera donc destinée uniquement aux communes de moins 10.000 habitants (20.000 en outre-mer). Les dons pourront être faits sur le site de la Fondation du patrimoine et seront déductibles des impôts à 75% (au lieu de 66%) dans la limite de 1.000 euros, comme cela a été le cas pour la reconstruction de Notre-Dame de Paris.

La Fondation du patrimoine sélectionnera les projets "en fonction de l'intérêt patrimonial de l'édifice, l'urgence et aussi la question de l'usage qui doit s'ouvrir aux concerts, expositions, conférences", a expliqué à l'AFP son président Guillaume Poitrinal.

"Cela colle à une réalité, et rejoint des besoins", a affirmé à l'AFP Gautier Mornas, responsable du département "Art Sacré" de la Conférence des évêques de France.

Pour Edouard de Lamaze, président de l'Observatoire du patrimoine religieux, la valeur de ces édifices "dépassé très largement le

cadre religieux, et vient s'inscrire dans la vie quotidienne, le passé et l'avenir des Français".

Cette collecte vient s'ajouter au Loto du patrimoine, incarné depuis cinq ans par l'animateur Stéphane Bern. En cinq ans, 230 millions d'euros ont été ainsi recueillis au profit de 862 projets selon l'Elysée. Le président devait d'ailleurs se rendre dans l'après-midi au château de Bussy-Rabutin, lauréat de la première édition de ce loto en 2018.

Selon l'Elysée, la date de ces annonces est liée aux Journées du patrimoine ce week-end et fait suite à des engagements pris par le président lors de sa visite au Mont-Saint-Michel le 5 juin.

- "C'est ma place" -

Aucun lien donc avec la visite la semaine prochaine du pape François à Marseille, selon la présidence. Face aux critiques de la gauche, Emmanuel Macron a défendu sa décision d'assister à la messe que donnera le pape le 23 septembre.

"Je considère que c'est ma place d'y aller. Je n'irai pas en tant que catholique, j'irai comme président de la République qui est en effet laïque. Je n'aurai moi-même pas de pratique religieuse lors de cette messe", a-t-il justifié.

Emmanuel Macron a rappelé que le pape avait le rang de chef d'Etat et que sa présence ne remettait pas en cause la neutralité de l'Etat. "L'Etat est neutre. Les services publics sont neutres et nous préservons l'école aussi", a-t-il ajouté, dans une allusion à l'interdiction dans les établissements scolaires de l'abaya, une robe ample que portent des femmes musulmanes.

Dès mercredi, la possibilité qu'il assiste à cette messe, point d'orgue de la visite papale, avait suscité des critiques indignées de la gauche.

"Non monsieur le président. Ce n'est pas votre place d'aller à la messe du pape. Lui souhaiter la bienvenue à l'arrivée et même à son départ: oui, bien sûr. Mais l'État laïque ne reconnaît ni ne subventionne aucun culte", a ainsi estimé sur le réseau X le leader insoumis Jean-Luc Mélenchon. "Pas de cérémonie religieuse pour un élu en France".

La présence à une messe papale est une première pour un chef de l'Etat français depuis celle célébrée en 1980 par Jean-Paul II sur le parvis de Notre-Dame à Paris en présence de Valéry Giscard d'Estaing.

En juin 2017, peu après sa première élection, Emmanuel Macron avait participé à l'iftar (dîner de rupture du jeûne) annuel du Conseil français du culte musulman (CFCM), l'instance représentative de la deuxième religion de France.

1€ le premier mois puis 11,90€/mois sans engagement.

#### Commentaires

Vous pouvez renseigner votre pseudo dans votre espace Mon Compte

En publiant un commentaire vous acceptez la réglementation en vigueur

#### Les plus commentés

Voici une liste des articles les plus commentés des derniers 7 jours.

L'article en tendance intitulé "Enseignants: "autour de 200 postes" non pourvus dans le second degré, selon Attal" avec 3 commentaires.

Enseignants: "autour de 200 postes" non pourvus dans le...

3 commentaires

L'article en tendance intitulé ""La lune de miel a duré 5 mois" : déçus, ces néo-Marseillais ont préféré quitter la ville" avec 5 commentaires.

"La lune de miel a duré 5 mois" : déçus, ces néo-Marsei...

5 commentaires

L'article en tendance intitulé "Messe du pape à Marseille : "C'est ma place d'y aller", estime Emmanuel Macron" avec 4 commentaires.

Messe du pape à Marseille : "C'est ma place d'y aller",...

4 commentaires

L'article en tendance intitulé ""Nous n'avions plus le choix" : acculé par ses loyers, le cinéma marseillais le César a définitivement fermé" avec 5 commentaires.

"Nous n'avions plus le choix" : acculé par ses loyers, ...

5 commentaires

L'article en tendance intitulé "Météo du week-end en Provence : du vent, de la pluie et peut-être de la grêle lors de l'épisode orageux de samedi" avec 2 commentaires.

Météo du week-end en Provence : du vent, de la pluie et...

2 commentaires

[https://images.laprovence.com/v1/focus=0x0/cover=993x520/  
image:media/afp/774518f7f775779725e01da64dbd7f285ef97032.jpg](https://images.laprovence.com/v1/focus=0x0/cover=993x520/image:media/afp/774518f7f775779725e01da64dbd7f285ef97032.jpg)



[https://images.laprovence.com/v1/focus=0x0/cover=993x520/  
image:media/afp/774518f7f775779725e01da64dbd7f285ef97032.jpg](https://images.laprovence.com/v1/focus=0x0/cover=993x520/image:media/afp/774518f7f775779725e01da64dbd7f285ef97032.jpg)

Le président français Emmanuel Macron (c), son épouse Brigitte Macron (3e à d) et la ministre française de la Culture Rima Abdul-Malak (2e à g) visitent la collégiale gothique Notre-Dame à Semur-en-Auxois, en Côte-d'Or, le 15 septembre 2023 PHOTO AFP / Ludovic MARIN

*Par AFP*



## Macron lance une collecte pour le patrimoine religieux et se dit "à sa place" à la messe du pape

Par Gabriel BOUROVITCH

**P**aris, 15 sept 2023 (AFP) - Une quête avant l'office: Emmanuel Macron a annoncé vendredi une souscription pour restaurer des milliers d'édifices religieux en péril et défendu sa participation, contestée à gauche, à la messe géante du pape François à Marseille dans une semaine.

Depuis la collégiale de Semur-en-Auxois, en Côte-d'Or, chef d'oeuvre gothique dont la préservation est justement difficile pour cette commune de 4.200 habitants, le chef de l'Etat a lancé une collecte "pour mobiliser 200 millions d'euros sur 4 ans".

Sur 50.000 lieux de culte en France, environ 2.500 à 3.000 édifices, principalement des églises, seraient dans un état qui fait craindre pour leur sauvegarde. Pour une grande partie, ils appartiennent à des petites communes pour qui "ces investissements sont insoutenables", a rappelé Emmanuel Macron.

"Cela nourrit un sentiment d'indignation chez beaucoup de nos élus et nos habitants parce qu'il y a un attachement à ce patrimoine, que l'on croit ou que l'on ne croit pas", a-t-il estimé.

Cette collecte sera donc destinée uniquement aux communes de moins 10.000 habitants (20.000 en outre-mer). Les dons pourront être faits sur le site de la Fondation du patrimoine et seront déductibles des impôts à 75% (au lieu de 66%) dans la limite de 1.000 euros, comme cela a été le cas pour la reconstruction de Notre-Dame de Paris.

La Fondation du patrimoine sélectionnera les projets "en fonction de l'intérêt patrimonial de l'édifice, l'urgence et aussi la question de l'usage qui doit s'ouvrir aux concerts, expositions, conférences", a expliqué à l'AFP son président Guillaume Poitrinal.

"Cela colle à une réalité, et rejoint des besoins", a affirmé à l'AFP Gautier Mornas, responsable du département "Art Sacré" de la Conférence des évêques de France.

Pour Edouard de Lamaze, président de l'Observatoire du Patrimoine Religieux, la valeur de ces édifices "dépasse très largement le cadre religieux, et vient s'inscrire dans la vie quotidienne, le passé et l'avenir des Français".

Cette collecte vient s'ajouter au Loto du patrimoine, incarné depuis cinq ans par l'animateur Stéphane Bern. En cinq ans, 230 millions d'euros ont été ainsi recueillis au profit de 862 projets selon

l'Elysée. Le président devait d'ailleurs se rendre dans l'après-midi au château de Bussy-Rabutin, lauréat de la première édition de ce loto en 2018.

Selon l'Elysée, la date de ces annonces est liée aux Journées du patrimoine ce week-end et fait suite à des engagements pris par le président lors de sa visite au Mont-Saint-Michel le 5 juin.

- "c'est ma place" -

Aucun lien donc avec la visite la semaine prochaine du pape François à Marseille, selon la présidence. Face aux critiques de la gauche, Emmanuel Macron a défendu sa décision d'assister à la messe que donnera le pape le 23 septembre.

"Je considère que c'est ma place d'y aller. Je n'irai pas en tant que catholique, j'irai comme président de la République qui est en effet laïque. Je n'aurai moi-même pas de pratique religieuse lors de cette messe", a-t-il justifié.

Emmanuel Macron a rappelé que le pape avait le rang de chef d'Etat et que sa présence ne remettait pas en cause la neutralité de l'Etat. "L'Etat est neutre. Les services publics sont neutres et nous préservons l'école aussi", a-t-il ajouté, dans une allusion à l'interdiction dans les établissements scolaires de l'abaya, une robe ample que portent des femmes musulmanes.

Dès mercredi, la possibilité qu'il assiste à cette messe, point d'orgue de la visite papale, avait suscité des critiques indignées de la gauche.

"Non monsieur le président. Ce n'est pas votre place d'aller à la messe du pape. Lui souhaiter la bienvenue à l'arrivée et même à son départ: oui, bien sûr. Mais l'État laïque ne reconnaît ni ne subventionne aucun culte", a ainsi estimé sur le réseau X le leader insoumis Jean-Luc Mélenchon. "Pas de cérémonie religieuse pour un élu en France".

La présence à une messe papale est une première pour un chef de l'Etat français depuis celle célébrée en 1980 par Jean-Paul II sur le parvis de Notre-Dame à Paris en présence de Valéry Giscard d'Estaing.

En juin 2017, peu après sa première élection, Emmanuel Macron avait participé à l'iftar (dîner de rupture du jeûne) annuel du Conseil français du culte musulman (CFCM), l'instance représentative de la deuxième religion de France.





## Peut-on Vendre les Édifices Religieux Menacés dans nos Villages?

**Emmanuel Macron a initié une vaste collecte de fonds à l'échelle nationale dans le but de financer la restauration des petites églises en ruine.**

Tl;dr

Emmanuel Macron lance une collecte nationale pour financer la réparation des petites églises.

Entre 2 000 et 5 000 édifices religieux pourraient être abandonnés, vendus ou détruits d'ici 2030.

La vente ou démolition de ces édifices est possible, mais strictement encadrée.

La collecte nationale vise à prévenir la vente et la désacralisation des églises.

Macron initie une collecte nationale pour sauver les églises

Face à un patrimoine religieux en danger, le président français, Emmanuel Macron, a pris une décision audacieuse : lancer une grande campagne de collecte nationale. L'objectif de cette initiative est de réunir des fonds pour financer les travaux de réparation des petites églises en difficulté.

Un patrimoine religieux menacé

Selon l'Observatoire du patrimoine religieux, « entre 2 000 et 5 000 édifices pourraient être abandonnés, vendus ou détruits d'ici 2030 ». En raison du coût élevé des réparations et d'un manque de ressources, de nombreuses communes peinent à entretenir ces édifices. Seuls 10 500 des 45 000 églises et chapelles catholiques en France bénéficient actuellement du label « monument historique ».

La désacralisation : une solution controversée

La vente ou démolition de ces édifices est possible, mais elle est soumise à des conditions strictes. Comme le rappelle Vie-Publique, pour pouvoir vendre ou démolir une église, il faut procéder à sa désaffectation. Celle-ci est possible dans des cas spécifiques, notamment si l'association bénéficiaire de l'affectation est dissoute, si le culte a cessé d'y être célébré pendant plus de six mois consécutifs ou si l'édifice est détourné de sa destination.

## La collecte nationale : une initiative saluée

La décision d'Emmanuel Macron de lancer une nouvelle collecte nationale a été bien accueillie. Edouard de Lamaze, président de L'Observatoire du patrimoine religieux, a qualifié cette mesure de « très astucieuse ». Selon lui, cette initiative devrait « empêcher les promoteurs immobiliers et les spéculateurs de faire n'importe quoi sur les églises désacralisées ».

En somme, la collecte nationale représente une lueur d'espoir pour sauver le patrimoine religieux français. Les édifices religieux ne sont pas seulement des lieux de culte, ils sont aussi des témoins de notre histoire. Comme l'ont écrit des sénateurs dans un rapport publié en 2022, « S'il venait à disparaître, ce ne serait pas seulement quelques vieilles pierres qui seraient détruites, c'est un pan entier de la culture qui serait effacé. »



<https://www.directs.fr/wp-content/uploads/2023/09/Peut-on-Vendre-les-Edifices-Religieux-Menaces-dans-nos-Villages.jpg>



## Églises en péril : les édifices religieux de nos villages peuvent-ils être vendus ?

**Emmanuel Macron a lancé une grande campagne de collecte nationale pour récupérer des fonds afin d'aider à financer les réparations des petites églises en ruine.**

Face à un patrimoine religieux en péril, les communes n'arrivent plus à suivre. Réparations trop chères, manque de ressources et baisse de la fréquentation des édifices religieux... financer les travaux de nos églises, propriétés de nos communes pour la plupart, devient aujourd'hui quasi mission impossible.

D'où la Mission patrimoine portée par Stéphane Berne depuis 2017 et l'annonce d'Emmanuel Macron d'une collecte nationale pour ces lieux dans les communes de moins de 10 000 habitants , ce vendredi 15 septembre 2023.

Sinon, il reste une solution, pas des plus populaires : la vente de ces édifices religieux. C'est possible, mais c'est encadré. On vous explique.

Entre 2 000 et 5 000 édifices religieux menacés de disparition

Selon l'Observatoire du patrimoine religieux « entre 2 000 et 5 000 édifices pourraient être abandonnés, vendus ou détruits d'ici 2030 »

Car les communes n'ont plus les moyens de faire face et aucune obligation légale ne pèse sur elles pour les forcer à procéder à des travaux d'entretien ou de réparation, sauf si l'édifice est classé monument historique.

En France, sur les 45 000 églises et chapelles catholiques, seuls 10 500 de ces édifices bénéficient actuellement du label « monument historique ».

Est-ce qu'on peut démolir ou vendre une église ou un lieu de culte ?

La réponse est oui, mais à condition de faire les choses dans les règles de l'art. Comme défini par la loi, un lieu de culte est « affecté » à la pratique du culte, rappelle Vie-Publique

L'affectation, telle que définie par la loi du 2 janvier 1907, est la mise à disposition des fidèles et des ministres du culte, pour la pratique de leur religion, des édifices cultuels et des meubles les garnissant en 1905. L'affectation est perpétuelle.

## Vie-Publique

Pour pouvoir démolir ou vendre ce lieu, il faut donc au préalable procéder à sa désaffectation

Dans quels cas on peut vendre ou démolir un lieu de culte ?

Dans quel cas cette désaffectation est possible ? C'est faisable, uniquement « dans un nombre limité de cas », souligne Vie-Publique :

l'association bénéficiaire de l'affectation est dissoute ;

le culte a cessé d'y être célébré pendant plus de six mois consécutifs ;

la conservation de l'édifice est compromise par l'insuffisance d'entretien et après mise en demeure du conseil municipal ;

l'édifice est détourné de sa destination ;

l'association ne respecte pas ses obligations légales.

Dès lors qu'une de ces conditions est réunie, la désaffectation d'un lieu de culte appartenant à une commune peut être décidé par arrêté préfectoral, sur demande du conseil municipal

L'avis du directeur régional des affaires culturelles est sollicité, et le culte concerné doit apporter un consentement écrit.

Selon une étude de la Conférence des évêques de France publiée en 2017, « 255 églises ont été vendues depuis 1905 (1885 églises ont été construites sur la même période) ».

Des églises transformées en hôtel, logements sociaux...

Lorsqu'une telle décision est prise, en général, pour les habitants de la commune, qu'ils soient pratiquants du culte ou pas, cela fait débat. Car les églises font partie du patrimoine français et représentent tout un symbole.

« Au-delà de leur fonction culturelle, ces édifices sont des témoins du passé de notre pays. La préservation de ce patrimoine constitue un enjeu public », ont écrit des sénateurs dans un rapport publié en 2022 sur l'état du patrimoine religieux en France.

S'il venait à disparaître, ce ne serait pas seulement quelques vieilles pierres qui seraient détruites, c'est un pan entier de la culture qui serait effacé.

D'ailleurs, la décision d'Emmanuel Macron de lancer une nouvelle collecte nationale, à partir du 15 septembre 2023, pour que le public participe au financement des réparations est jugée « très astu-

cieuse » par Edouard de Lamaze, président de L'Observatoire du patrimoine religieux.

En prévenant la vente et la désacralisation des églises dont les communes n'ont pas les moyens d'assurer la restauration, cette mesure devrait « empêcher les promoteurs immobiliers et les spéculateurs de faire n'importe quoi sur les églises désacralisées ».

Une fois désacralisées, certaines deviennent des hôtels, des résidences ou des bâtiments commerciaux. Parfois, elles peuvent même devenir des lieux culturels des cinémas, ou encore des logements sociaux

L'Observatoire du patrimoine religieux dresse ici une liste des édifices religieux transformés et réhabilités

Suivez toute l'actualité de vos villes et médias favoris en vous inscrivant à Mon Actu



<https://static.actu.fr/uploads/2022/01/f28ce170e7e16378ce170e7e10b8-cev.jpg>

De nombreuses églises sont en péril en France et si aucun travaux de rénovation ne sont entrepris, les édifices peuvent être démolis, voire vendus. (©La Presse d'Armor)



## Qui détient la propriété des églises en péril à sauver?

**Emmanuel Macron se mobilise pour sauver le patrimoine religieux en danger, notamment les églises. On pourrait se demander pourquoi il incombe à l'Etat de prendre cette initiative.**

Tl;dr

Emmanuel Macron annonce une collecte pour sauver le patrimoine religieux en danger.

En France, 90% des églises catholiques appartiennent aux communes.

Les communes ont du mal à assumer la charge de leur restauration.

La collecte, lancée le 15 septembre, vise à récolter 200 millions d'euros sur quatre ans.

Macron lance une collecte nationale pour protéger le patrimoine religieux français

Le Président de la République, Emmanuel Macron, a récemment annoncé une grande collecte nationale visant à préserver le patrimoine religieux français, en particulier dans les communes de moins de 10 000 habitants. Cette décision soulève une question légitime : l'État doit-il intervenir pour sauver ces édifices religieux ?

Les communes, gardiennes du patrimoine religieux

Depuis la Révolution française et la loi de 1905 sur la séparation de l'Église et de l'État, la majorité du patrimoine religieux français appartient aux communes. En effet, 90% des églises catholiques sont la propriété des communes, selon un rapport du Sénat de 2015. L'Église catholique détient uniquement les édifices construits après 1905

Le patrimoine religieux français est estimé à environ 100 000 lieux de culte, dont 45 000 églises et chapelles. Près de 40 000 de ces lieux appartiennent aux communes, une spécificité bien française.

La restauration, un défi financier pour les communes

La charge d'entretien et de restauration de ces édifices repose sur les communes. Toutefois, celles-ci rencontrent de plus en plus de difficultés à assumer ces dépenses. "Pour les communes, l'entretien

des édifices induit des charges. Le montant des travaux de restauration est parfois disproportionné par rapport aux capacités budgétaires des communes, notamment les plus petites.” , souligne Vie-Publique.

Face à cette situation, l'Observatoire du patrimoine religieux alerte sur le risque de destruction ou de vente de 2 000 à 5 000 édifices d'ici 2030

Une collecte nationale pour sauver les édifices en péril

Pour pallier ce problème, Emmanuel Macron a annoncé le lancement d'une collecte nationale le 15 septembre, espérant récupérer 200 millions d'euros sur quatre ans pour sauver les édifices religieux en péril. Pour encourager les dons, des avantages fiscaux seront accordés aux donateurs.

Au-delà de la réparation, cette initiative vise également à prévenir la vente et la désacralisation des églises. Selon Edouard de Lamaze, président de L'Observatoire du Patrimoine Religieux, cette mesure devrait permettre d'empêcher les spéculations immobilières sur les églises désacralisées.



<https://www.directs.fr/wp-content/uploads/2023/09/Qui-detient-la-propriete-des-eglises-en-peril-a-sauver.jpg>





## Sauver les églises en péril : mais à qui appartiennent-elles au juste ?

**Emmanuel Macron vient à la rescousse du patrimoine religieux en péril, qu'il souhaite aider, notamment les églises. Mais pourquoi est-ce à l'Etat d'intervenir ?**

Ce vendredi 15 septembre 2023, Emmanuel Macron a annoncé une grande collecte nationale pour sauver le patrimoine religieux en péril, dans les communes de moins de 10 000 habitants.

Des aides publiques pour un édifice religieux, est-ce bien compatible avec la notion de séparation de l'Eglise et de l'Etat ? Tout dépend à qui appartiennent ces édifices.

Les églises, un bien des communes

Depuis la « Révolution française qui a nationalisé les biens du clergé et de la loi de 1905 de séparation des Églises et de l'État », en France, « le patrimoine religieux appartient pour une large part aux communes », rappelle le site Vie-Publique

La plupart de ces édifices d'intérêt patrimonial n'appartiennent donc pas aux cultes. Selon un rapport du Sénat de 2015 90 % des églises catholiques sont, depuis 1905, propriété des communes

« L'Église catholique est propriétaire des églises construites après 1905, via des associations diocésaines », précise Vie-Publique, et en Alsace-Moselle, « les édifices des cultes reconnus appartiennent soit aux communes, soit aux établissements publics du culte ».

Combien de lieux de culte en France ?

En France, on estime à environ les lieux de culte (tous ne sont pas actifs), parmi lesquels 45 000 églises et chapelles.

« La quasi-totalité de ces [100 000] lieux sont consacrés au culte catholique. Plus de 40 000 d'entre eux sont antérieurs au XIXe siècle », précise Vie-Publique, qui détaille :

Plus de 40 000 appartiennent aux communes, une spécificité française ;

15 000 sont protégés au titre des monuments historiques ;

87 des 154 cathédrales sont la propriété de l'État et la majorité des 67 autres, des communes.



## Difficile pour les communes d'assurer leur restauration

Et la charge de leur entretien, voire de leur restauration, repose donc sur les maires des communes. Et là, ça coince, surtout que selon la loi, il n'y a « aucune obligation pour les communes en matière d'entretien des édifices culturels, hormis protection au titre des monuments historiques ».

Pour les communes, l'entretien des édifices induit des charges. En général, elles assument tant le fonctionnement (entretien régulier, chauffage, électricité...) que l'investissement (gros travaux et rénovation). Le montant des travaux de restauration est parfois disproportionné par rapport aux capacités budgétaires des communes, notamment les plus petites.

## Vie-publique

Les communes éprouvent alors « de plus en plus de difficultés à assumer ces dépenses, compte tenu de la raréfaction des ressources publiques et de la moindre fréquentation des édifices », constatait un autre rapport du Sénat sur l'état du patrimoine religieux, publié en juillet 2022, et quand bien même les communes peuvent obtenir des subventions.

## Risque de destruction, voire de vente

Selon l'Observatoire du patrimoine religieux « entre 2 000 et 5 000 édifices pourraient être abandonnés, vendus ou détruits d'ici à 2030 ». D'où la nécessité d'apporter une aide supplémentaire à toutes celles déjà apportées dans le cadre de la Mission Patrimoine portée par Stéphane Bern.

Emmanuel Macron espère via cette collecte nationale, lancée à partir du 15 septembre récupérer 200 millions d'euros sur quatre ans pour les édifices religieux en péril dans les communes de moins de 10 000 habitants (moins de 20 000 en Outremer).

Pour inciter au don, il a précisé que « ceux qui donnent jusqu'à 1000 euros auront jusqu'à 75 % d'avantage fiscal ».

Au-delà de la réparation, c'est aussi un moyen d'éviter la vente et la désacralisation des églises dont les communes n'ont pas les moyens d'assurer la restauration. Selon Edouard de Lamaze, président de L'Observatoire du Patrimoine Religieux, cette mesure devrait « empêcher les promoteurs immobiliers et les spéculateurs de faire n'importe quoi sur les églises désacralisées ».

Suivez toute l'actualité de vos villes et médias favoris en vous inscrivant à Mon Actu

<https://static.actu.fr/uploads/2023/04/097c31c47d3463d7c31c47d34118c3v.jpg>



<https://static.actu.fr/uploads/2023/04/097c31c47d3463d7c31c47d34118c3v.jpg>

Emmanuel Macron souhaite aider le patrimoine religieux en péril dans les communes de moins de 10 000 habitants. (©Laura Bourven)



## Macron lance une collecte pour le patrimoine religieux et se dit "à sa place" à la messe du pape

Une quête avant l'office: Emmanuel Macron a annoncé vendredi une souscription pour restaurer des milliers d'édifices religieux en péril et défendu sa participation, contestée à gauche, à la messe géante du pape François à Marseille dans une semaine.

Depuis la collégiale de Semur-en-Auxois, en Côte-d'Or, chef d'œuvre gothique dont la préservation est justement difficile pour cette commune de 4.200 habitants, le chef de l'Etat a lancé une collecte "pour mobiliser 200 millions d'euros sur quatre ans".

Sur 50.000 lieux de culte en France, environ 2.500 à 3.000 édifices, principalement des églises, seraient dans un état qui fait craindre pour leur sauvegarde. Pour une grande partie, ils appartiennent à des petites communes pour qui "ces investissements sont insoutenables", a rappelé Emmanuel Macron.

"Cela nourrit un sentiment d'indignation chez beaucoup de nos élus et nos habitants parce qu'il y a un attachement à ce patrimoine, que l'on croit ou que l'on ne croit pas", a-t-il estimé.

Cette collecte sera donc destinée uniquement aux communes de moins 10.000 habitants (20.000 en outre-mer). Les dons pourront être faits sur le site de la Fondation du patrimoine et seront déductibles des impôts à 75% (au lieu de 66%) dans la limite de 1.000 euros, comme cela a été le cas pour la reconstruction de Notre-Dame de Paris.

Un détail qui vise "aussi, entre les lignes, à dire aux grandes fortunes" que "l'enjeu est au même niveau d'importance", a glissé à l'AFP la ministre de la Culture, Rima Abdul-Malak, en marge du déplacement bourguignon, ajoutant espérer que les plus riches "comprendront ce message d'eux-mêmes".

Organisatrice de cette souscription, la Fondation du patrimoine sélectionnera les projets "en fonction de l'intérêt patrimonial de l'édifice, l'urgence et aussi la question de l'usage qui doit s'ouvrir aux concerts, expositions, conférences", a expliqué à l'AFP son président Guillaume Poitrinal.

"Cela colle à une réalité, et rejoint des besoins", a affirmé à l'AFP Gautier Mornas, responsable du département Art sacré de la Conférence des évêques de France.

Pour Edouard de Lamaze, président de l'Observatoire du patrimoine religieux, la valeur de ces édifices "dépassé très largement le cadre religieux, et vient s'inscrire dans la vie quotidienne, le passé et l'avenir des Français".

Cette collecte vient s'ajouter au Loto du patrimoine, incarné depuis cinq ans par l'animateur Stéphane Bern. En cinq ans, 230 millions d'euros ont été ainsi recueillis au profit de 862 projets selon l'Elysée. Le président s'est d'ailleurs rendu dans l'après-midi au château de Bussy-Rabutin, lauréat de la première édition de ce loto en 2018.

- "C'est ma place" -

Selon l'Elysée, la date de ces annonces est liée aux Journées du patrimoine ce weekend et fait suite à des engagements pris par le président lors de sa visite au Mont-Saint-Michel le 5 juin.

Aucun lien donc avec la visite la semaine prochaine du pape François à Marseille, selon la présidence. Face aux critiques de la gauche, Emmanuel Macron a défendu sa décision d'assister à la messe que donnera le pape le 23 septembre.

"Je considère que c'est ma place d'y aller. Je n'irai pas en tant que catholique, j'irai comme président de la République qui est en effet laïque. Je n'aurai moi-même pas de pratique religieuse lors de cette messe", a-t-il justifié.

Emmanuel Macron a rappelé que le pape avait le rang de chef d'Etat et que sa présence ne remettait pas en cause la neutralité de l'Etat. "L'Etat est neutre. Les services publics sont neutres et nous préservons l'école aussi", a-t-il ajouté, dans une allusion à l'interdiction dans les établissements scolaires de l'abaya, une robe ample que portent des femmes musulmanes.

Dès mercredi, la possibilité qu'il assiste à cette messe, point d'orgue de la visite papale, avait suscité des critiques indignées de la gauche.

"Non monsieur le président. Ce n'est pas votre place d'aller à la messe du pape. Lui souhaiter la bienvenue à l'arrivée et même à son départ: oui, bien sûr. Mais l'État laïque ne reconnaît ni ne subventionne aucun culte", a ainsi estimé sur le réseau X (anciennement Twitter) le leader insoumis Jean-Luc Mélenchon. "Pas de cérémonie religieuse pour un élu en France".

La présence à une messe papale est une première pour un chef de l'Etat français depuis celle célébrée en 1980 par Jean-Paul II sur le parvis de Notre-Dame à Paris en présence de Valéry Giscard d'Estaing.

En juin 2017, peu après sa première élection, Emmanuel Macron avait participé à l'iftar (dîner de rupture du jeûne) annuel du

Conseil français du culte musulman (CFCM), l'instance représentative de la deuxième religion de France.



*par Gabriel Bourovitch*



## Patrimoine religieux : Macron lance une collecte en marge de la visite du pape

**Emmanuel Macron compte mobiliser « 200 millions d'euros sur quatre ans » afin de restaurer des milliers d'édifices religieux via cette souscription.**

Outre sa réponse aux critiques de sa présence à la messe géante du pape François à Marseille le 23 septembre prochain, Emmanuel Macron a annoncé ce vendredi 15 septembre une souscription pour restaurer des milliers d'édifices religieux en péril. Depuis la collégiale de Semur-en-Auxois, en Côte-d'Or, chef-d'oeuvre gothique dont la préservation est justement difficile pour cette commune de 4 200 habitants, le chef de l'État a lancé une collecte « pour mobiliser 200 millions d'euros sur quatre ans ».

Sur 50 000 lieux de culte en France, environ 2 500 à 3 000 édifices, principalement des églises, seraient dans un état qui fait craindre pour leur sauvegarde. Pour une grande partie, ils appartiennent à des petites communes pour qui « ces investissements sont insoutenables, a rappelé Emmanuel Macron. Cela nourrit un sentiment d'indignation chez beaucoup de nos élus et nos habitants parce qu'il y a un attachement à ce patrimoine, que l'on croit ou que l'on ne croit pas. »

À LIRE AUSSI Notre-Dame : une plainte pour vol déposée après une vente de vitraux

Les communes de moins de 10 000 habitants ciblées

Cette collecte sera donc destinée uniquement aux communes de moins de 10 000 habitants (20 000 en outre-mer). Les dons pourront être faits sur le site de la Fondation du patrimoine et seront déductibles des impôts à 75 % (au lieu de 66 %) dans la limite de 1 000 euros, comme cela a été le cas pour la reconstruction de Notre-Dame de Paris. Un détail qui vise « aussi, entre les lignes, à dire aux grandes fortunes » que « l'enjeu est au même niveau d'importance », a glissé à l'AFP la ministre de la Culture, Rima Abdul-Malak, en marge du déplacement bourguignon, ajoutant espérer que les plus riches « comprendront ce message d'eux-mêmes ».

Organisatrice de cette souscription, la Fondation du patrimoine sélectionnera les projets « en fonction de l'intérêt patrimonial de l'édifice, l'urgence et aussi la question de l'usage qui doit s'ouvrir aux concerts, expositions, conférences », a expliqué à l'AFP son président Guillaume Poitrinal.

À LIRE AUSSI Loto du patrimoine : découvrez les 100 nouveaux sites qui vont être aidés

« Cela colle à une réalité, et rejoint des besoins », a affirmé à l'AFP Gautier Mornas, responsable du département Art sacré de la Conférence des évêques de France. Pour Édouard de Lamaze, président de l'Observatoire du patrimoine religieux, la valeur de ces édifices « dépasse très largement le cadre religieux, et vient s'inscrire dans la vie quotidienne, le passé et l'avenir des Français ».

Cette collecte vient s'ajouter au Loto du patrimoine, incarné par l'animateur Stéphane Bern. En cinq ans, 230 millions d'euros ont été ainsi recueillis au profit de 862 projets selon l'Élysée. Le président s'est d'ailleurs rendu dans l'après-midi au château de Bussy-Rabutin, lauréat de la première édition de ce loto en 2018.

Aucun lien avec la venue du pape

Selon l'Élysée, la date de ces annonces est liée aux Journées du patrimoine ce weekend et fait suite à des engagements pris par le président lors de sa visite au Mont-Saint-Michel le 5 juin. Aucun lien donc avec la visite la semaine prochaine du pape François à Marseille, selon la présidence. Face aux critiques de la gauche, Emmanuel Macron a également défendu sa décision d'assister à la messe que donnera le pape le 23 septembre.

*Par J.W avec AFP*

